

# la gauche

Belgie - Belgique  
P.B.  
1/9352  
Bureau de dépôt Bruxelles 7

PRIX: 1,50 EURO  
50<sup>E</sup> ANNEE • OCTOBRE 2006

#26

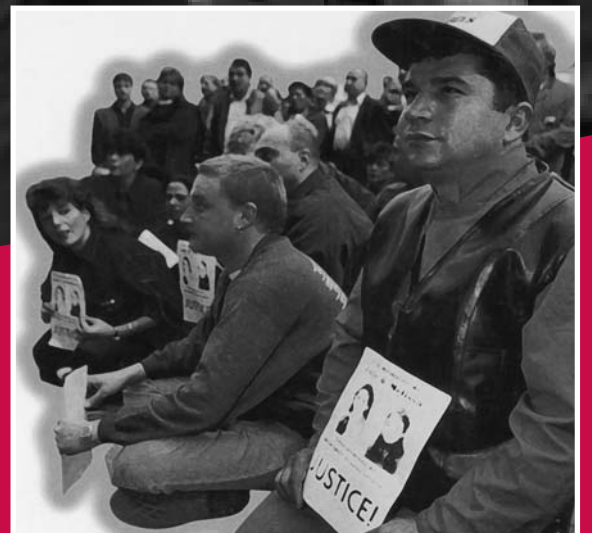
Comprendre le monde pour le changer



Une alternative  
de gauche  
est possible!

éd. resp. David Dessers, Rue Plantin 20, 1070 Bruxelles

Dix ans après  
la Crise Blanche





Depuis quelques mois déjà, un groupe d'associations et individus travaille à la préparation d'une journée de solidarité avec la Révolution Bolivarienne au Venezuela. Celle-ci se tiendra à Bruxelles le 9 décembre prochain. L'initiative entend ainsi mettre en lumière le processus de transformation en cours dans ce pays et rappeler que "la solidarité, c'est la tendresse des peuples".

PAR SÉBASTIEN BRULEZ

# Journée de solidarité avec la Révolution Bolivarienne

A vos agendas ! Le samedi 9 décembre prochain, Bruxelles accueillera une journée de solidarité en faveur de la Révolution Bolivarienne. Cette date n'est pas due au hasard. En effet, les élections présidentielles vénézuéliennes auront lieu une semaine plus tôt, le 3 décembre. Le Président Hugo Chávez y briguera un second mandat, afin d'approfondir et de renforcer "el proceso", comme on appelle là-bas le processus de réformes économiques, politiques et sociales, engagé par le gouvernement.

des mouvements sociaux prendront la parole lors des conférences et ateliers, parmi lesquels un représentant de l'UNT (Union nationale des Travailleurs,

Parler du Venezuela, c'est aussi donner un autre son de cloche que celui qui nous est joué par les médias commerciaux. C'est pourquoi plusieurs films et documentaires seront projetés tout au long de la journée, abordant différentes facettes de la société vénézuélienne.



Photo : S.B.

Cette journée de solidarité ne se conçoit pas à sens unique, elle se veut une opportunité d'échanges entre le public et les invités vénézuéliens. Son but est à la fois de sensibiliser et d'informer le public belge sur ce qui se passe réellement au Venezuela, mais aussi de susciter le débat et la rencontre d'idées afin que ce même public puisse tirer des enseignements de l'expérience populaire vénézuélienne. Différents invités issus

La journée se terminera par un appel officiel à la solidarité avec la Révolution Bolivarienne en présence, notamment, de l'ambassadeur du Venezuela à Bruxelles. Afin de donner à cet appel tout le poids qu'il mérite, La Gauche invite d'ores et déjà ses lecteurs à signer le texte initial (voir ci-contre) et à s'impliquer dans la préparation de cette journée, que ce soit au sein d'une association ou en tant qu'individu. ■

Nous, associations et individus sous-signés, appelons à l'organisation d'une journée nationale de solidarité avec la Révolution Bolivarienne au Venezuela.

Le processus de changement politique, social et économique profond engagé au Venezuela depuis l'élection du Président Hugo Chavez en 1998 est une lueur d'espoir pour les peuples, les pauvres, les travailleurs et les paysans de l'Amérique Latine et dans le reste du Tiers Monde. Il est aussi un espoir pour les progressistes dans le monde occidental. Au Venezuela, le gouvernement de Hugo Chavez a fait le choix d'une politique en faveur de la majorité sociale qui est devenue l'acteur de sa propre émancipation. Cela se traduit par une politique sociale audacieuse financée par les revenus des richesses pétrolières dont il a refusé la privatisation. A l'échelle du continent latino-américain l'Alternative Bolivarienne de l'Amérique Latine (l'ALBA) développe des relations visant à la coopération et le respect mutuel s'opposant aux politiques de libéralisation chères aux Etats-Unis (l'ALCA) et de l'Union européenne. Ensemble avec Cuba et la Bolivie, le Venezuela est devenu l'axe d'une nouvelle intégration latino-américaine.

Notre solidarité se veut aussi critique par rapport au processus en cours. Une solidarité qui inverse la perspective traditionnelle de la solidarité Nord-Sud où le Nord vient en aide au Sud. Nous voulons aussi mettre en évidence en quoi le processus au Venezuela peut nous aider ici à trouver une alternative. C'est pour cela que nous vous invitons à appuyer la journée de solidarité nationale avec le Venezuela qui se tiendra le 9 décembre 2006. ■

Signez et participez :

<http://www.venezuela-solidaridad.be>

A l'heure d'écrire cet éditorial de La Gauche, les élections communales viennent à peine de s'achever. En Flandre, les résultats donnent une victoire claire en faveur de la droite et de l'extrême droite; la démocratie chrétienne et le Vlaams Belang sortent renforcés du scrutin. Certes, comme le soulignent les commentaires médiatiques, on n'a pas assisté à la "marée brune" tant redoutée puisque le VB stagne dans les grandes villes comme Anvers, Gand ou Malines.

Mais il n'y a pas de quoi tomber dans le triomphalisme. Dans bon nombre de petites communes, le Vlaams Belang obtient plus de 10%, en s'y présentant pour la première fois, autrement dit à partir de rien du tout. Le problème (et le danger) reste donc entier; la politique néolibérale des partis traditionnels, loin de stopper l'extrême droite, continue à le doper. Dans une ville comme Anvers, le SP.A devient malgré tout le plus grand parti, mais ce n'est pas au détriment du Vlaams Belang, qui progresse à nouveau avec un demi pour-

centage radical. En ce qui concerne le POS, qui avait décidé de ne pas se présenter, mais dont une dizaine de camarades étaient présents sur des listes locales: notre camarade Jean-Paul Martens a été réélu à Zaventem avec 269 voix de préférence. A Anderlues, Freddy Dewille a été élu pour la troisième fois consécutive, cette fois-ci sur la liste "Gauche" (7,48%). Notre ami Filip De Bodt maintient ses deux sièges à Herzele (il avait espéré un troisième). Félicitations donc à Jean-Paul, Freddy ainsi qu'aux deux élus de Leef !-Herzele. Ensuite, la liste "Vanonderuit", animée par notre camarade Bruno De Wit à Malines, a obtenu 1,44% des voix. Quant à la liste Alternative Forestoise, où deux candidats du POS étaient présents, elle a obtenu un bon score avec 3,55% mais rate de peu un élu.

Quant au PTB, qui, une fois de plus, avait mis le paquet: à Zelzate (près de Gand) il a obtenu un score monstre de 21%, ce qui lui donne six élus. Dans le district anversois de Hoboken, ses bons

## POS: deux élus aux élections communales

cent et qui ne perd aucun siège! Dans des petites villes comme Alost, le Vlaams Belang devient le plus grand parti. Bref, malgré le maintien du "cordon sanitaire" et la stagnation ou le progrès limité constatés ici ou là, ce 8 octobre est bel est bien un nouveau dimanche noir.

En Wallonie, le PS connaît un recul, mais certainement pas dans la mesure attendue après les affaires qui l'ont secoué au cours de la dernière période car il reste le parti dominant. Ce recul profite avant tout au CDH ou aux libéraux. L'extrême droite, dont on pensait qu'elle cueillerait tous les fruits, n'obtient pas de percée massive, mais gagne tout de même des scores parfois très importants si l'on additionne les différentes listes qui s'arrachent le sigle "FN". A Charleroi, le FN "historique" et son rival obtiennent ainsi ensemble près de 13%, soit le double du seul FN en 2000. Enfin, tant au Nord qu'au Sud du pays, les partis Verts continuent à reculer. Comme nous l'avions déjà écrit dans notre numéro précédent: le 8 octobre n'a pas été le "grand tournant" en faveur de la

gauche radicale. Ses scores stagnent à Anvers et à Bruxelles, mais progressent dans certaines villes wallonnes comme Charleroi, Seraing (1 élu), La Louvière (1 élu), Herstal (mais pas de troisième élu comme espéré). Au total, les conseillers communaux PTB passent de 5 à 15. Ce n'est pas la "percée historique" tant attendue par ce parti, mais c'est un progrès significatif. Ajoutons que le PC obtient 1,27% à Liège; 3,50% à Seraing et 5,39 à Flémalle (en cartel avec le Mouvement socialiste et le PTB). A La Louvière, la liste UDSC lancée par des syndicalistes gagne 5,81% et 2 élus. Le MAS, qui présentait une dizaine de listes, obtient 0,45% en moyenne.

Tous ces résultats montrent qu'il faut continuer à élaborer une alternative à gauche pour les élections fédérales de 2007. Tous les élus de la gauche radicale et anti-néolibérale peuvent y contribuer d'une façon importante car ici et là, on constate que la gauche radicale a un certain potentiel. Il s'agit maintenant de faire converger toutes ces expériences dispersées à la Journée pour une alternative de gauche du 28 octobre prochain. ■

# Le SUD face aux changements climatiques

**Titre** "L'injustice fondamentale des changements climatiques", l'éditorial campe d'emblée la problématique abordée au fil des treize contributions rédigées par divers auteurs d'Inde, du Brésil, de Chine, du Bangladesh, du Nigéria,... Il le fait avec d'autant plus de poids qu'il est signé par Jean-Pascal van Ypersele, un climatologue belge de renommée internationale. Le changement climatique "symbolise les atteintes à l'environnement dues à la logique d'accumulation", écrit van Ypersele; "Nous allons dans un mur, et nous ne faisons rien, ou presque". Au contraire : alors que "près de trois quarts de l'excès de CO2 accumulé dans l'atmosphère proviennent des pays dits 'développés', les principaux responsables continuent à exporter leur mode de développement". L'auteur conclut : "Les pays riches devraient réduire leurs émissions de manière ambitieuse, cesser d'exporter leur mode de vie destructeur, et commencer à partager leurs ressources et technologies avec les pays du Sud".

Il est impossible de présenter ici les diverses contributions qui se succèdent ensuite, mais elles permettent de s'initier à plusieurs débats stratégiques, notamment celui qui porte sur l'implication des pays du Sud dans la lutte contre les changements climatiques.

## Dilemme infernal

La problématique est bien résumée par Anju Sharma : "Les pays du Sud font face à un dilemme : parier sur le développement et pâtir des effets des émissions de gaz à effet de serre dont ils ne sont pas les premiers responsables, ou lutter contre le changement climatique en tournant le dos aux énergies fossiles sur lesquelles le Nord a construit son propre développement". Le choix est évidemment impossible, infernal. Les Brésiliens Born et Lutes veulent croire que "l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto, avec

ses objectifs absolus de réduction pour les pays industrialisés, écartera un obstacle important pour une discussion sérieuse sur le rôle des pays en développement dans un règlement global". Il est permis d'en douter, tant l'effet de Kyoto sera modeste<sup>(1)</sup>... L'Indien Praful Bidwai dénonce : "l'attitude des pays du Sud à forte croissance qui rejettent l'entière responsabilité de la situation sur les pays du Nord et prétextent la pauvreté pour ne pas freiner leurs émissions est irresponsable et hypocrite. Elle protège le consumérisme glouton de leurs élites".

Tous ces auteurs questionnent et contestent donc, à des degrés divers, la ligne de leur gouvernement. Tout en saluant certains efforts de Pékin, Pan Jiahua rappelle que "la Chine a déclaré officiellement qu'elle n'envisagerait pas de limiter

effet de serre, comme Emilio Lebre La Rovere et André Santos Pereira nous le rappellent.

## Utopie ?

Mais dans quel cadre, avec quelle ampleur, à quel rythme et selon quelles modalités socio-économiques les grands pays du Sud pourraient-ils intégrer la lutte contre les changements climatiques ? Toute la question est là. Cette intégration, aujourd'hui, se fait par le biais du Mécanisme du Développement Propre (MDP) prévu par Kyoto. Un MDP dont les effets pervers sont dénoncés à juste titre par Heidi Bachram (avec quelques inexactitudes qui déforcent son propos) ainsi que par la "Déclaration de Durban sur le commerce du carbone" (fort opportunément reproduite en conclusion de l'ouvrage). "Le débat est loin d'être clos", note JP van Ypersele. En

**"L'utopie, c'est de croire que les objectifs pourront être atteints sans toucher aux mécanismes de marché"**



ses émissions avant d'avoir atteint un revenu d'environ 5 dollars par tête, objectif que serait atteint vers le milieu du 21<sup>e</sup> siècle". Le Brésil a adopté une position similaire. "Stratégie suicidaire", écrivent Born et Lutes. De fait, elle masque la responsabilité de Brasilia dans la déforestation qui constitue une source majeure d'émissions de gaz à

effet. Trop souvent, on reste tiraillé entre deux affirmations justes mais contradictoires : d'une part la volonté des USA (et de l'UE) d'imposer des engagements aux pays du Sud est politiquement et éthiquement inacceptable, d'autre part les gouvernements du Sud sont irresponsables face à leurs populations pauvres, qui seront les premières victimes des

changements climatiques.

### Où est la solution ?

On n'improvisera pas une réponse en quelques lignes, mais une réflexion générale doit être faite : le "dilemme" décrit par Anju Sharma n'en est un que dans un système basé sur la course au profit. Dès qu'on sort de cette logique, dès qu'on imagine un système basé sur la satisfaction des besoins humains démocratiquement déterminés (les besoins réels, évidemment, comme le sauvetage du climat, pas les besoins aliénés par la marchandise), le dilemme s'évanouit. Plus rien ne s'oppose à ce que le gigantesque potentiel de réduction du gaspillage énergétique par les

pays riches soit exploité, ni à ce que la forêt amazonienne soit sauvée, ni à ce que la recherche technologique soit orientée en priorité vers l'énergie solaire, ni à ce que les énergies renouvelables (potentiel technique: sept fois la consommation mondiale d'énergie) remplacent les combustibles fossiles, ni à ce que les technologies propres soient transférées massivement aux pays du sud.

Utopie, ricaneront certains. Mais la vraie utopie, c'est de croire ou de faire croire que ces objectifs -absolument indispensables- pourront être atteints dans les 40 ans sans toucher aux mécanismes de marché, sans arrêt de la production d'armes, sans investissements publics massifs,

sans transports publics gratuits et de qualité, sans priorité au rail sur la route, sans remise en cause de la flexibilité, du just in time et de la course effrénée aux avantages compétitifs, etc. La publication d'Alternatives Sud ne peut que nous inciter à tenir bon sur ce point de vue fondamental. ■

(1) Kyoto permettra au mieux 2,7% de réduction des émissions des pays développés, même si tous ceux qui ont ratifié l'accord respectent leurs obligations, et pas 5,2% comme convenu. La différence découle de la non-ratification US et de la hausse continue des émissions de ce pays.

\* **"Changements climatiques, impasses et perspectives". Alternatives Sud, Vol 13-2006/2, Centre Tricontinental et Ed. Syllepse. 10 Euros.**

## Ciné : Le cri des laissés pour compte

**Le mardi 12 septembre, le cinéma Plaza Art accueillait, à Mons, l'avant première nationale de "La raison du plus faible", présenté au dernier Festival de Cannes. Lucas Belvaux signe un film social, noir aussi, comme le monde qu'il décrit, parfois illuminé par l'humour et l'espoir de ses personnages. Un film surtout terriblement réaliste, du tout bon cinéma belge.** PAR SEBASTIEN BRULEZ

La première image n'est que trop connue chez nous. Une usine ferme. Derrière les grilles, des hommes assistent impuissants au ballet des grues qui commencent à démanteler la cokerie. *"Ça fait cinq générations qu'on se fait exploiter et maintenant qu'on arrivait tout juste à gagner un peu plus que le minimum pour vivre, c'est encore trop. Il partent ailleurs, plus loin, exploiter des gens encore plus pauvres."* La scène se passe à Ougrée. C'est dans ce climat de détresse sociale que quatre hommes vont se rencontrer. Autour d'un jeu de cartes, à la table d'un café, ils tenteront chaque jour d'oublier un peu la réalité du dehors.

Lorsque l'usine a fermé, Robert et Jean-Pierre ont perdu leur emploi. Ce dernier y a même laissé ses jambes. Patrick, lui, est universitaire mais ne trouve pas de boulot pour autant. Sa femme, Carole, travaille dans une blanchisserie pour maintenir le ménage à flots, pendant qu'il s'occupe de Steve, leur enfant. Débarque ensuite Marc, un ex taulard employé chez Jupiler. Un travail à la chaîne, dans un vacarme assourdissant.

Tout ce petit monde vit, ou plutôt survit jusqu'à ce que la mobylette de Carole rende l'âme. Le jeune couple n'a pas les moyens d'en racheter une, pas même

d'occasion. C'est l'élément perturbateur qui vient faire basculer le film. Même en réunissant leurs économies, les quatre amis sont incapables de se payer cette mobylette. Mais celle-ci n'est qu'un symbole. Bien plus qu'un objet de convoitise, elle fait ressortir la condition des personnages, leur désespoir, le manque de travail ou le manque d'avenir tout simplement. Ils se retrouvent là, enchaînés au présent, à l'implacable réalité. *"Qu'est-ce qui nous reste à vivre ? Et je ne te parle pas du temps à passer, je te parle de quelque chose à vivre. Quelque chose qui fait que le matin on est heureux de se réveiller."* Se demande Jean-Pierre. Parfois, l'humour les sauve, pour quelques instants, comme un bol d'air frais. Comme pour montrer qu'ils continuent d'exister.

C'est alors qu'ils envisagent d'aller chercher l'argent là où il se trouve : dans l'usine qu'on leur a prise et qui est maintenant vendue en pièces détachées. Le hold up se prépare. Après que Marc se soit retiré du coup, l'amateurisme des trois amis les rends pathétiques. S'il ne propose aucune solution politique, le braquage apparaît comme un acte d'insoumission. Mais mal préparé, il est à la limite du suicide. *"Que faire quand on ne veut pas rester à genoux ni mourir*

*couché dans son lit ? Comment rester debout ?"* S'interroge Patrick Descamps (Jean-Pierre dans le film). Il précise : *"Ce film ne veut pas faire l'apologie de la violence, il ne propose pas le braquage comme une solution, il se veut juste un cri de désespoir des laissés pour compte, de ceux qui sont rejetés."*

Cri de désespoir qui durant quelques temps aura redonné de l'espoir aux protagonistes. L'espoir d'une vie meilleure. Mais dès le départ, on se rend compte que les choses ne se passeront pas "comme au cinéma", le réalisme du film rattrape les personnages un par un. Certains reprocherons peut-être à Lucas Belvaux d'avoir fait de ce film une voie sans issue, sans proposition. Lors de la présentation du film à Cannes, le réalisateur déclarait : *"C'est un film qui pose des questions de manière frontale, mais je ne pense pas que ce soit un film militant, dans le sens où il ne propose pas de solution. C'est un constat qui reflète mes angoisses, mes frayeurs, c'est une réaction face au monde dans lequel on vit. Je souhaitais faire entendre la voix des plus faibles, des plus précaires. C'est une démarche de cinéaste."* Faire entendre la voix des plus faibles, c'est chose faite. Les solutions, c'est à chacun de nous de les trouver... ■

**La Société n'est pas constituée d'hommes, mais d'êtres humains sexués dont une moitié sont des... femmes ! Ce n'est pas si évident que cette réalité soit prise en compte à 100%, même dans les partis révolutionnaires. Pour ces élections communales, la parité des candidatures hommes-femmes a été imposée par décret (8 décembre 2005). C'est déjà ça mais c'est insuffisant et ça pose des problèmes...** PAR BARBY\*

# PARITÉ obligatoire sur les listes électorales: À SUIVRE!

## La parité des candidatures c'est déjà ça...

Ben oui, quand on sait d'où on vient: les femmes (moitié de l'humanité) n'avaient même pas le droit de voter, puis le vote féminin a été soumis à conditions etc... Maintenant, il y a des femmes élues, et même des bourgmestres et cheffes de police... Mais bon, c'est un peu comme l'exemple de la femme pilote ou plombier que l'on sort à chaque émission traitant de l'égalité hommes-femmes... avant de rétorquer: " Bah, de toute manière, ça sert à quoi la parité chez les pilotes et les plombiers ? Il y a déjà assez d'hommes pour faire ça... ".

C'est vrai que l'obligation faite aux partis de présenter des listes paritaires (et pas seulement des quotas) force ceux-ci à trouver des candidates et/ou à pousser des hommes à céder leur place afin de ne pas être (trop) dominants -même s'il y a encore une majorité d'hommes en case de tête.

C'est vrai aussi que les élues prouvent leur compétence ou incompetence, voire leur différence d'approche (bien que celle-ci soit liée au genre et conditionnée par toute une série de facteurs qu'il est important d'analyser) et qu'en pénétrant les sphères du pouvoir, les femmes auront l'opportunité de porter au niveau politique les revendications des mouvements féministes.

Mais ça n'empêche pas des questions On se retrouve face au problème qu'avait déjà pointé Eliane-Vogel Polsky, candidate de Gauches Unies (GU) lors des élections européennes de 1994 qui avait

plaidé et argumenté pour la parité de fait dans tous les secteurs. Elle avait souligné les limites des législations visant à s'attaquer aux discriminations qui, tout au plus, parvenaient à assurer une "égalité partielle" des deux sexes dans la société. Elle avait aussi souligné les limites des textes juridiques où l'idéal



de l'égalité n'était jamais reconnu comme principe fondamental mais bien comme question subsidiaire, ce qui résultait d'une construction sexuée, masculine, du droit. En effet si le décret oblige à reconnaître que la parité existe dans la société... il n'impose qu'une reconnaissance partielle et beaucoup de questions surgissent .

Est-ce que cette obligation ne risque pas de se transformer en piège aux candidates potiches, soumises ou encore aux mannequins ? En effet, pas de parité, pas de liste... La chasse aux femmes peut dans certains cas exister. Il faut les recruter, les séduire, les convaincre... au cas où elles ne seraient pas nombreuses au portillon...

Pour certain-es, la parité sur les listes est un bon prétexte pour ne pas réfléchir plus loin. En laissant des places aux femmes, on fait sa b.a. Au pire, on râle sur cette emmerdante obligation à laquelle on doit de toute façon se plier. Au moins pire, on s'en satisfait et ça donne bonne conscience. Ça peut risquer de clore le débat alors qu'il faut le poursuivre.

Et puis, la parité sur les listes ne doit pas renforcer l'idée que les discriminations de genre sont seulement le problème des femmes -alors qu'il s'agit d'un problème de société. Les élues risquent de se retrouver seules avec les sujets "femmes" si les hommes s'empressent de s'en débarrasser. Or, s'il est évident que les revendications des femmes doivent avant tout être portées par des femmes, il est tout aussi évident qu'elles doivent également être soutenues par des hommes.

## La parité c'est pas l'égalité!

La parité sur les listes, c'est pas l'égalité des résultats et c'est même pas l'égalité des chances... (notion libérale, on le sait). Pour se présenter aux élections (et de plus être élue), il faut entre autres un surplus minimum de temps et d'argent. Or, ce surplus n'existe pas pour toutes et tous. En général, les femmes sont moins

favorisées sur ce point que les hommes, et surtout les mères de familles monoparentales et de milieu modeste évidemment. La société n'est pas égalitaire et l'égalité des chances dans une société inégalitaire et libérale (basée sur la concurrence) ressemble à une course à pieds entre professionnels et amateurs. Lors des ateliers de GU à Borzée, le groupe de travail sur la parité avait pointé trois raisons majeures pour lesquelles les femmes étaient moins présentes: manque de confiance ("je ne suis pas une héroïne"), peur pour la vie familiale, peur de perdre son temps dans des discours (préférence pour l'investissement concret dans des associations). Pas évident non plus que toutes les femmes aient envie de devenir candidates des partis qui se présentent, qu'elles "s'y retrouvent" quelque part... En plus, les partis n'acceptent pas n'importe quelle femme, évidemment, ils choisissent aussi leurs candidates (tous les partis accepteront-ils les femmes qui portent le foulard par exemple ?)...

Nous sommes pour la parité totale car, comme l'indique E.V. Polsky, la non parité à tous les niveaux de pouvoirs est une injustice envers les femmes mais, vu que l'égalité des hommes et des femmes n'est pas considérée comme un droit fondamental en soi, le scandale de l'inégalité n'est pas dénoncé pour ce qu'il est.

Nous sommes aussi pour des mesures forçant la parité. En effet, comme elle le signale, si ces mesures peuvent apparaître comme autant de discriminations positives envers les femmes, elles n'apparaissent comme discriminatoires que par rapport à une égalité abstraite (un principe: un homme une voix) qui, dans la réalité, profite aux hommes. Ce qui est considéré comme "normal", "neutre" (un homme) est en fait sexué, masculin.

C'est mieux aussi que des quotas, car le sexe n'est pas une catégorie comme les autres; les femmes ne constituent pas une minorité, elles se retrouvent en plus dans toutes les catégories sociales discriminées et y sont même souvent majoritaires (bas salaires, etc). Imposer des quotas, c'est nier cette réalité. C'est aussi nier le fait qu'une démocratie paritaire pourrait être un apport collectif

alors qu'actuellement hommes et femmes sont bien souvent en concurrence et/ou "complémentaires" (dans des rôles figés et traditionnels, transmis de génération en génération, au point d'apparaître normaux, inévitables, éternels et irremplaçables).

Avant l'obligation par décret de listes paritaires, les débats sur la parité ont fait couler pas mal d'encre. Maintenant, il faudra voir les résultats après les élections... ce que ça va changer - bilan qui peut être utile pour d'autres types d'élections, comme les élections sociales. On



verra à quels postes les élues vont se retrouver... car les clichés sont encore fort répandus ("le social c'est l'affaire des femmes, l'économie celle des hommes").

Est-ce que les femmes porteront davantage au niveau politique les préoccupations féministes ? Lesquelles ? Est-ce qu'elles continueront la lutte pour la parité ? A suivre donc.

### **Les luttes doivent continuer !**

La lutte pour l'égalité des hommes et des femmes devra se poursuivre, et pas seulement au niveau électoral ou juridique. Au niveau juridique, il reste c'est vrai, énormément de discriminations, certaines clairement liées au sexe et d'autres qui le sont de manière moins ostensibles tant qu'il n'y a pas suffisamment d'analyses sexo-spécifiques. Mais il est important d'aller plus loin que la

lutte juridique d'individus lésés contre individus profiteurs et de porter au niveau politique les revendications sociales des femmes en tant que groupe et notamment en tant que salariées (avec ou sans salaire d'ailleurs), de relayer des revendications féministes socialistes, anticapitalistes sans quoi les femmes -comme les hommes- restent opprimé-es par le capital...

L'extrême gauche doit absolument éviter d'être la lanterne rouge en ce domaine en limitant ses ambitions à l'atteinte ou l'approche de la parité dans ses organi-

sations ou encore en considérant que s'occuper du "féminisme" c'est s'occuper de pacotilles bourgeoises et/ou risquer inévitablement la division des luttes et leur affaiblissement ! Les femmes participent aussi à la lutte entre la classe des capitalistes et la classe des salariés et salariées...

La lutte contre le capitalisme n'est pas non plus à perdre de vue par les féministes car, selon nous, les deux luttes sont nécessaires pour atteindre notre objectif: le socialisme. Pas de socialisme sans égalité des droits entre les hommes et les femmes !... ■

\* Au POS-SAP, la commission femmes s'appelle "Barby Illuminaty". Chaque mois (du moins on essaie), les Barby publient dans La Gauche un article collectif sur les mécanismes de l'oppression des femmes, l'histoire et les alternatives du féminisme, des thèmes actuels de femmes... Les suggestions de thèmes, les coups de pouce féministes sont toujours les bienvenus.

Plus personne ne conteste en Belgique que les rebondissements tragiques de "l'affaire Dutroux" ont ouvert une crise d'un type tout à fait particulier. On distingue d'emblée cinq facettes, qui se nourrissent mutuellement. 1. Une crise morale : la très grande émotion face à l'horreur des crimes de Dutroux. 2. Une crise de l'idéologie néolibérale : Dutroux comme dirigeant de PME sadique, très à l'aise dans une société régie par la course au profit. 3. Une crise du système patriarcal (hélas trop peu mise en lumière!) : la violence contre des fillettes et des jeunes filles est emblématique de la "marchandisation" et des violences faites aux femmes. 4. Une crise des institutions (en particulier de la magistrature et des corps de police) : impuissance face au crime (voire complicité avec celui-ci) et caractère de classe qui apparaît. 5. Une crise de la représentation politique : un gouffre béant entre les aspirations de la majorité sociale et les préoccupations de la caste politique (compétitivité, Maastricht, querelle communautaire). D'APRES UN ARTICLE DE LA REDACTION DE LA GAUCHE PUBLIE DANS "CRITIQUE COMMUNISTE", PRINTEMPS 1997

# La crise blanche

## Dix ans après

### Une mobilisation sociale spectaculaire

La crise a provoqué une mobilisation sociale spectaculaire, qui culmina dans la semaine du 13 au 20 octobre 1996. Certains médias internationaux évoquèrent une situation pré-insurrectionnelle. Une exagération manifeste. N'empêche que des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes partirent en grève spontanément, indépendamment de tout mot d'ordre. Pour protester contre le dessaisissement du juge Connerotte, chargé d'enquêter sur Dutroux et consorts, ils assiégèrent les palais de justice, bloquèrent des routes, affrontèrent la police et la gendarmerie. Des milliers de gens ordinaires, ni délégués syndicaux ni responsables de quelque organisation que ce soit, prirent quantité d'initiatives de tous ordres pour exprimer le mécontentement populaire. Enfin, cette "folle semaine" s'acheva par la gigantesque "marche blanche" de plus de 300.000 personnes, remarquable de dignité et d'autodiscipline alors qu'elle ne fut appelée par aucun des grands appareils syndicaux, associatifs ou politiques.

Bref, l'horreur face au sort des victimes, la révolte face aux appareils d'État, le dégoût face au pouvoir et la solidarité avec les parents courageux soulevèrent l'immense majorité de la population. Une fois en mouvement, celle-ci posa des questions fondamentales, non seulement sur le fonctionnement de la justice, mais aussi, plus largement, sur les priorités de la société. Des questions très politiques en somme.

Les partis traditionnels ignorèrent d'abord le traumatisme. Puis ils tentèrent d'utiliser le drame pour leurs querelles médiocres. C'est seulement au cours de la "folle semaine" qu'ils commencèrent à percevoir l'ampleur du tremblement de terre. Ils en furent extrêmement ébranlés, effrayés même. Ils se réfugièrent derrière le monarque, qui rétablit in extremis le dialogue avec la société par un contact avec les parents des victimes -seuls porte-parole reconnus de la mobilisation populaire.

Ces phénomènes ne sont pas totalement sans équivalent. La révolte contre le libéralisme de novembre-décembre 1995, en France, déclenchée à partir d'une grève catégorielle des cheminots, présente certaines analogies du point de vue de l'aspiration du mouvement social à globaliser les problèmes et à unifier les résistances. Les grèves belges contre le plan global, à l'automne 1993, laissèrent paraître une radicalisation "sociétale" allant bien au-delà des revendications immédiates. D'une manière générale, dans la période la plus récente, les mobilisations sociales en Europe révèlent un certain potentiel d'auto-organisation et une saine méfiance par rapport aux manœuvres de récupération politique. Du point de vue politique et institutionnel aussi, il existe des points de comparaison.

La crise de 1996 en Belgique eut pourtant des caractéristiques tout à fait particulières. Il ne s'agit pas uniquement de la cause immédiate de son déclenchement et de l'émotion très dense qui en

découla. Plus largement, aucune situation récente en Europe occidentale n'eut ce caractère de crise existentielle, où "la nation" s'interroge sur son identité, son devenir et ses institutions. La crise belge évoque, même si c'est à une échelle moindre et dans un tout autre contexte, la crise en ex-Allemagne de l'Est avant la chute du mur. Comme en RDA, la population descendit massivement dans les rues pour dire: "Wir sind das Volk" ("Nous sommes le peuple"), dans une sorte de sursaut de dignité et de défi laissant le pouvoir complètement isolé.

### Une crise nationale majeure

Tenter de comprendre cette crise dans sa globalité et dans sa spécificité belge : voilà le défi à relever. Il s'agit de reconstituer la genèse de l'événement à partir des caractéristiques du contexte et des possibles qu'elle porte. C'est plus difficile que d'indiquer en quoi l'événement est symbolique du monde barbare et marchand où nous vivons. Les quelques essais réalisés dans la presse furent peu convaincants, c'est le moins qu'on puisse dire. Certains commentateurs crurent trouver un lien de cause à effet entre le délabrement économique et social de "Charleroi-la-maudite" et les crimes horribles qui y furent perpétrés. Un journaliste hollandais osa écrire que, dans cette région, on trouve un Dutroux à tous les coins de rue. Un autre, correspondant à Bruxelles d'un prestigieux quotidien parisien, ironisa sur le goût immodéré des Belges pour les manifestations d'émotion collective : de la sorte, selon lui, notre bon peuple compenserait périodiquement son penchant tout aussi



excessif pour les plaisirs les plus terre à terre...

On a ainsi un exemple de chacun des deux écueils qu'il s'agit d'éviter. Celui d'un matérialisme vulgaire et superficiel, qui débouche sur la stigmatisation des pauvres (et non, pensée unique oblige, sur la dénonciation des patrons, responsables de la désertification économique). Et celui des constructions idéologiques impressionnistes, où tout s'expliquerait commodément par un mystérieux "esprit belge" -au demeurant très prosaïque. Nous ne sommes pas en présence d'une conjonction de crises parallèles: le tout est plus que la somme des parties. Qu'est-ce que ce "tout"? Une crise de régime? Cette dimension est manifestement présente: les institutions qui forment le noyau dur de l'État s'entre-déchirent ouvertement. Mais il y a plus que cela: la population s'interroge sur son identité et sur son devenir. Elle a honte de "sa" classe politique et de "ses" institutions médiocres. Elle veut changer cette société profondément délabrée, injuste et non-démocratique, "aller jusqu'au bout"... de la lutte contre toutes les injustices. Elle aspire à une redéfinition de "la nation" et veut avoir son mot à dire dans ce processus. Ceux d'en-bas ne veulent plus être gouvernés comme avant. Ceux d'en-haut sont encore capables de gouverner (la crise n'est donc pas révolutionnaire), mais ils sont profondément divisés sur les changements à apporter à leur système de domination. Le concept de crise nationale est le plus approprié à la description de cette situation. L'histoire de Belgique n'en connaît qu'un précédent: la question royale, en 1950...

Pourquoi cette crise ici et à ce moment? Répondre implique de se remémorer les caractéristiques historiques de la formation sociale belge, de son État et, plus largement, du système de domination de la bourgeoisie. Il faut voir ensuite comment ce "système belge" est entré en crise depuis une bonne vingtaine d'années. Cette démarche aboutit à la conclusion que la crise ne tombe pas du ciel.

### Le "système belge"

La Belgique est un État relativement récent et artificiel, créé par les grandes puissances européennes et sans grande

légitimité historico-sociale. Cet État faible est l'instrument avec lequel une classe dominante très divisée par la question nationale, sans expérience longue de centralisation gestionnaire et aux fortes traditions localistes doit affronter une classe ouvrière massive, peu politisée mais très organisée et capable de révolte violente. L'explosivité de cette situation est contenue grâce à une collaboration de classe poussée, tant sur le plan politique (coalitions avec la social-démocratie) que sur le plan économique-social (concertation sociale).



Il en découle un pragmatisme (le "compromis à la belge") qui ne laisse guère de place aux joutes politiques et aux débats idéologiques. La division du mouvement syndical et, plus largement, la division de la société civile en deux "piliers" (laïc et chrétien) sont également des facteurs de stabilisation. Enfin, la monarchie joue un rôle de clé de voûte, surtout en situation de crise.

Ces vingt-cinq dernières années, ce "système belge" est entré dans une crise de plus en plus profonde. Trois éléments se combinent :

- le retournement de l'économie mondiale (onde longue récessive depuis le début des années soixante-dix);
- l'internationalisation du capital (et tentative des bourgeoisies du Vieux continent d'y répondre à travers la construction européenne);
- la montée des tensions communautaires entre Flamands et francophones (et tentative d'y répondre par la réforme de l'État).

### Crise économique et identité

L'onde longue récessive a frappé l'économie belge de façon spécifique. Le point clé à cet égard est la domination parasitaire des holdings. Très puissants dans notre pays depuis les débuts du capitalisme, ces holdings se sont accommodés, après 1940-1945, d'une structure industrielle vieillie. Le conflit mondial avait fait assez peu de dégâts dans l'appareil productif. Contrairement à d'autres petites économies capitalistes (les Pays-Bas et la Suède par exemple), l'économie belge n'a donc été incitée ni

à se moderniser ni à se spécialiser sur un créneau significatif. Elle s'est cantonnée dans l'exportation de produits semi-finis.

Dans la deuxième moitié des années soixante-dix, il est devenu évident que la conjoncture économique avait changé durablement. Le capital financier s'est alors retiré précipitamment de la sidérurgie, des charbonnages, du verre, de la construction et de la réparation navale. L'État a volé à la rescousse: collectivisation des pertes et amortisseurs sociaux d'abord, réduction du coût salarial et privatisations ensuite. L'ouverture aux multinationales, pratiquée depuis les années soixante, a été accélérée par une coûteuse politique de subsides et de cadeaux fiscaux aux investisseurs. Le chômage de masse qui, du fait de la structure industrielle, avait atteint la barre des 10% plus vite que dans d'autres pays, n'a pas été résorbé pour autant.

La suite en page 10...

Cela a introduit une menace structurelle sur l'équilibre financier de la Sécu.

La structure socio-économique du pays a donc très profondément changé en une génération. Notre thèse est que ce bouleversement a affecté la conscience nationale dans une mesure d'autant plus significative que l'identité belge était évanescence dès le départ. De ce fait aussi la composante sociale de l'identité a un poids relativement important, concrétisé par l'attachement à la Sécu. La régression sociale sape donc l'identité nationale.

### **Démocratie et citoyenneté**

Quoique la crise existentielle ait pour fondement l'évolution économique, elle se présente avant tout comme une crise de la fausse démocratie bourgeoise. Cet aspect politique ("superstructurel") a une certaine autonomie par rapport à "l'infrastructure". Tous les pays capitalistes développés connaissent une crise de la représentation politique. Cela suscite des exigences en matière de citoyenneté. Mais la crise de la représentation politique prend en Belgique des formes spécifiques. Ce pays a connu trois grèves générales pour le suffrage universel (ceci aussi exprime le poids de la "composante sociale" dans l'identité nationale.)

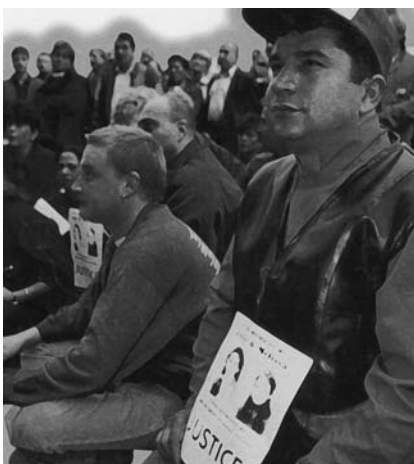
Aujourd'hui les gens voient que leur vote ne pèse guère ni sur les partis ni sur les vrais centres de pouvoir. Que les choix politiques sont tranchés ailleurs que dans les urnes. Ils incriminent les piliers, les querelles communautaires, le clientélisme et le pragmatisme. Poujadisme, disent certains. C'est un peu court: ces mécanismes sont aussi les écrans spécifiquement belges qui permettent à la minorité sociale capitaliste de conserver une majorité politique.

### **Dutroux révélateur**

Si on fait un retour en arrière, on constate que tous les grands événements qui ont choqué l'opinion publique ces quinze dernières années sont peu ou prou imprégnés de l'interrogation existentielle sur la Belgique. C'est évident pour les funérailles de Baudouin, pour le drame du Heysel (catastrophe dans un stade de football, ouvrant une crise gou-

vernementale, en 1985), pour les tueries du Brabant (28 assassinats mystérieux dans des grandes surfaces, dans les années quatre-vingt), mais cela vaut aussi pour l'angoisse face au chômage massif et aux coupes dans la Sécu. Il n'est pas étonnant dès lors que tout cela revienne dans le débat.

La Belgique était grosse d'une crise de ce genre. Les meurtres de Dutroux et l'impuissance des institutions face à ceux-ci ont lié entre eux tous les éléments. Cela semble incroyable à certains, c'est inattendu pour tout le monde. Mais l'explication est simple (c'est pourquoi on passe à côté): la question du sort des enfants condense les interrogations et les craintes sur l'avenir alimentées par la dégradation constante des conditions d'existence (on l'avait déjà vu dans le conflit de l'enseignement). La société montre ainsi sa volonté d'en revenir à l'essentiel, à l'humain.



Dans la conscience des larges masses, le sort infligé aux fillettes est devenu révélateur de la barbarie qui menace et du déphasage de tout ce qui est institutionnalisé face aux vrais problèmes. Des centaines de milliers de gens en ont tiré la conclusion pratique qu'ils devaient se mobiliser pour montrer leur refus de cette société et de ce système politique. Ils ont été encouragés dans cette voie par les parents des victimes. Propulsés malgré eux au rang de héros populaires, ceux-ci ont prouvé que des gens ordinaires peuvent commencer à résoudre des casse-têtes compliqués. Leurs armes sont toute simples: mobilisation sociale, émotion et parler vrai. Mais terriblement efficaces: trois cent mille personnes -Flamands, Wallons et Immigrés-

l'ont montré en marchant le 20 octobre 1996 à Bruxelles.

La crise belge de l'automne 1996 a de toutes manières une portée plus large. Elle révèle des tendances de fond du mouvement social. A travers la mobilisation massive, c'est l'Europe de Maastricht et sa politique monétariste qui sont remises en cause. A travers la colère contre la magistrature, c'est l'ensemble de la machinerie étatique qui est montrée du doigt comme bureaucratie froide, hautaine, opaque, au service des puissants.

### **A travers l'émotion populaire, c'est l'absurdité d'une société incapable d'assurer le bonheur de la population alors qu'elle dispose de moyens scientifiques et techniques sans précédent qui est dénoncée**

De tels enjeux ne pouvaient que jeter une lumière crue sur la dégénérescence de la gauche traditionnelle, incapable de se hisser à la hauteur de la crise nationale. Mais, au-delà de ces appareils cogestionnaires du système, l'ensemble des milieux démocratiques et progressistes ont été traversés de débats passionnés sur l'attitude à prendre face au mouvement. Souvent l'accessoire a pris le pas sur l'essentiel, des dangers réels ou chimériques ont servi à justifier la passivité. Comme lors du mouvement social de 1995 en France, toute une fraction de la gauche intellectuelle a dénoncé l'irrationalité des masses et choisi le camp de "l'état de droit", au nom de la menace d'extrême droite. Les Verts ont très correctement estimé que la crise était salutaire mais ils n'ont guère fait le lien avec un programme économique et social pourtant indispensable pour donner tout son sens au combat pour la citoyenneté (la réduction du temps de travail, p.ex).

Les marxistes-révolutionnaires sont confrontés à l'obligation de faire preuve d'inventivité et de créativité à partir de leur conviction forte que les défis majeurs auxquels l'humanité est confrontée ne trouveront d'issue positive que si la majorité sociale a l'insolence citoyenne de se mêler de ce qui ne les concerne pas: la justice par exemple, mais aussi l'économie et la politique. ■



Les Dossiers de  
**la gauche**

Le samedi 28 octobre prochain - soit une année après la manifestation des 100.000 contre le "Pacte des générations" - se tiendra à l'ULB une importante activité co-organisée par les initiatives Une Autre Gauche (UAG) et par le Comité voor een Andere Politiek (CAP) - lancé par les ex-parlementaires SP Jef Smeets et Lode Van Outrive ainsi que par l'ancien président de la FGTB, Georges Debunne. Ces deux initiatives veulent œuvrer de concert pour construire en Belgique une alternative politique à gauche de la social-démocratie et des Verts. Le Parti Ouvrier Socialiste soutient ces deux initiatives et vous appelle à les rejoindre et à participer nombreux/euses à cette " Journée pour une autre politique de gauche ".

**Construire  
la nouvelle  
gauche**



**Le problème politique central en Belgique reste l'absence d'une force politique de gauche capable de défendre sur le terrain politique les revendications et les luttes des mouvements sociaux contre le néolibéralisme. Syndicats et mouvements sociaux de toutes sortes exigent à travers leurs luttes une rupture avec la logique néo-libérale. Ces luttes sont parfois massives mais elles ne sortent pas pour autant de la spirale des défaites. Avec l'adhésion des partis socialistes -devenus sociaux-libéraux - et la capitulation des Verts face au néolibéralisme, l'absence d'alternative et de relais politique reste un élément de faiblesse pour ces luttes qui se heurtent systématiquement à un véritable "mur du pouvoir".** PAR ATAULFO RIERA ET DAVID DESSERS

# Pour une alternative de gauche !

Depuis 18 années consécutives, la social-démocratie est au pouvoir en Belgique, et parallèlement, l'extrême-droite n'a cessé de progresser d'élection en élection. Ce n'est pas un hasard ; les partis fascistes trouvent la plus grande partie de leurs électeurs parmi les déçus d'une social-démocratie qui s'est convertie au libéralisme. La gauche peut regagner ces voix et porter ainsi un coup sérieux au Vlaams Belang ou au Front National. Mais à une condition: choisir radicalement le camp des travailleur/euses, des exclu/es, des opprimés.

La seule manière de résoudre ce problème est donc de commencer à construire une nouvelle force politique de gauche, large et pluraliste. Une formation politique de type nouveau, crédible et plurielle qui rassemble les syndicalistes de combat, les militant/es des mouvements sociaux et altermondialistes, les écologistes partisans d'une écologie de transformation du système et non de son accompagnement, des travailleurs/euses de toute origines, les organisations de la gauche radicale, les " sans " (sans emploi, sans logement, sans papiers).

Comme c'est le cas dans d'autres pays européens, nous pensons que la construction d'une nouvelle force politique de gauche sera déterminée et facilitée par les luttes et les mobilisations sociales. Le Linkspartei (Parti de Gauche) en Allemagne a grandi dans le feu de la lutte contre la politique d'austérité du gouvernement Schröder-Fisher. La coalition "Respect " en Angleterre est né dans la lutte massive contre la guerre de Bush et Blair en Irak. La gauche révolutionnaire en France a le vent en poupe grâce aux vagues de grèves et de luttes importantes qui s'y déroulent depuis la deuxième moitié des années '90 et surtout suite à la victoire contre la Constitution européenne et contre le CPE. En Belgique également, nous avons pu constater comment la lutte contre le " Pacte des générations " a immédiatement débouché sur un débat quant à la nécessité d'une alternative politique. La lutte sociale pousse à la clarification politique et élargit sensiblement la base pour une telle recombinaison politique à gauche.

## Converger !

Préciser la nature et les rythmes d'une telle alternative à construire est une étape préalable importante car il sera plus facile d'élaborer son activité et ce qu'elle défendra

(son programme) à partir de la définition de l'instrument (au sens politique et non seulement fonctionnel) qui va élaborer cette activité et ce programme. C'est ce qu'a commencé à faire UAG avec un projet de Charte, encore en chantier.

Dans ce sens, nous pensons que le concept de " convergence " permet le mieux de résumer cette démarche car il s'agit de créer un cadre politique d'un type nouveau, dans lequel l'unité entre les différentes composantes ne se fait pas sur base d'un programme mais sur base de la volonté de converger activement pour élaborer ce programme, à travers des pratiques débattues en commun.

Un nouveau mouvement politique, conçu dans ce sens, permettra également de créer un cadre de fonctionnement dans lequel il est possible d'innover et de créer en termes de pratiques militantes et de discours. Ecolo a voulu faire de la politique "autrement". Et à ne pas vouloir s'opposer frontalement au fond (la politique néolibérale), la forme elle-même est devenue des plus classiques. Or, il s'agit au contraire pour la nouvelle force politique à construire de faire une " toute autre politique et autrement ".

Nous devons collaborer à la construction d'un véritable nouveau mouvement politique de convergence des gauches, et pas d'un simple regroupement des organisations de la gauche radicale. Car le but stratégique d'une telle initiative est de rassembler dans une action commune les individus conscients de la nécessité de donner une expression politique aux résistances sociales contre le





néolibéralisme et le capitalisme. Certains de ces individus sont membres d'organisations de gauche ou syndicales, ou de mouvements sociaux. D'autres ne sont membre d'aucune organisation. L'initiative doit avoir pour objectif une synthèse politique et une collaboration pratique entre ces courants, dans le respect du pluralisme idéologique.

### Contre l'arrogance et le sectarisme

Les organisations de la gauche radicale ont un rôle important à jouer dans la construction d'une nouvelle alternative de gauche. Mais ces organisations ont malheureusement une longue tradition de morcellement et de sectarisme. Or, une alternative de gauche doit résoudre la difficulté de faire fonctionner ensemble des individus membres de partis et d'autres qui ne le sont pas. C'est possible à partir de la vision commune d'un processus géré par étape. La recherche active des convergences et la construction de relations de confiance sont donc fondamentales. Cela nécessite une nouvelle culture politique dans laquelle la transparence, le respect et le débat remplacent l'arrogance politique, le sectarisme organisationnel et la manœuvre tactique.

Les organisations de la gauche radicale peuvent - et



doivent - donc s'y investir à fond avec leurs militant/es, leurs atouts, mais sans avoir la volonté de vouloir y exercer une quelconque hégémonie. Il ne faut à aucun prix que les "rapports de forces" entre les organisations de la gauche radicale envahissent la scène. Au contraire, il faut créer un espace politique au sein duquel des syndicalistes et des mil-

itant/es d'autres mouvements ou des individus sans affiliation peuvent pleinement participer et décider. Dans ce sens, les individus qui ne sont membres d'aucune organisation doivent être considérés comme une composante à part entière et un gage de son succès. Des mécanismes et des règles de fonctionnement permettant de garantir qu'un maximum d'espace leur est accordé et d'éviter les manœuvres d'instrumentalisation sont d'une nécessité incontournable.

Les militant/es de la gauche radicale peuvent jouer un rôle important dans la direction et dans le développement

du nouveau mouvement politique, mais à condition qu'ils ne partent pas en premier lieu des intérêts de construction de leur propre organisation. Si les groupes de la gauche radicale sont dominants au sein du mouvement ou, plus grave encore, si une lutte acharnée s'y déroule entre eux, cela constituera un obstacle pour le développement ultérieur du mouvement.

### Le POS et l'alternative à gauche

Depuis plus de 10 ans, le POS plaide et agit pour la construction d'une alternative à gauche, large et plurielle. Si nous voulons construire une telle nouvelle force politique, ce n'est certainement pas pour trouver une voie médiane à notre propre construction ou créer un vivier de recrutement mais bien parce que nous sommes persuadés que cela correspond à une nécessité objective et subjective aujourd'hui ; celle d'offrir une représentation politique " de classe ", antinéo-libérale, anticapitaliste, qui représente politiquement la majorité sociale dans les luttes, dans les urnes et dans les institutions élues afin de commencer à inverser les rapports de forces.

Nous pensons qu'une organisation telle que la nôtre doit absolument et loyalement consacrer ses modestes forces à cette orientation, même si nous maintenons parallèlement notre propre structure organisationnelle et formes d'apparition autonome. Car l'utilité d'une organisation telle que la nôtre nous semble toujours pertinente ; nous ne sommes pas seulement anticapitalistes ; nous sommes également un courant révolutionnaire historiquement déterminé, ayant ses propres spécificités, traditions, et lié à une Internationale et c'est en tant que tel que nous pouvons apporter notre pierre, une contribution spécifique à l'édifice commun.

Car malgré toutes nos spécificités, il n'y a pas de contradiction fondamentale entre la construction d'une nouvelle force politique anticapitaliste large et celle d'une organisation révolutionnaire ; l'une et l'autre ont des fonctions et répondent à des niveaux de conscience distincts : il faut construire aujourd'hui une force politique anticapitaliste large mais nous pensons qu'il est tout à la fois toujours nécessaire de maintenir le cap et la perspective (même si elle paraît lointaine dans la période actuelle) d'une rupture révolutionnaire avec la société capitaliste.

### Mouvements sociaux, mouvement politique, élections et institutions

La Belgique est l'un des rares, sinon le seul, pays en Europe qui ne compte aucun/e élu/e de gauche dans les parlements qui s'oppose de manière cohérente et claire aux politiques néolibérales. Une nouvelle force politique de gauche doit donc se former d'emblée, sans pour autant que cela constitue sa préoccupation exclusive, autour de l'objectif de principe de présenter une alternative électorale à la social-démocratie et aux verts. Une telle force doit se positionner, à terme, sur tous les terrains de la lutte des classes afin d'y défendre son programme et les



revendications du mouvement ouvrier et des mouvements sociaux, ce qui comprend également le terrain électoral.

Le champ politique recouvre plusieurs domaines ; c'est à la fois un " projet ", un programme dont des éléments sont d'ailleurs portés par les revendications des mouvements sociaux, mais c'est aussi un lieu de représentation, de pouvoir. Opposer ces deux dimensions n'a pas de sens ; tout en préservant la nécessaire autonomie des mouvements sociaux, il faut rompre avec le schéma classique de la " division du travail " social-démocrate entre un parti composé de " professionnels du pouvoir " qui se réserve le champ institutionnel et des mouvements sociaux qui se limitent au seul terrain revendicatif, cantonnés ainsi à un rôle d'éternel lobbying.

Des élus d'une véritable gauche seraient un encouragement pour ceux et celles qui luttent à la base. De tels élus rendraient visibles le fait qu'un large courant dans la société refuse de s'inscrire dans la cogestion du système. Ils pourraient également favoriser la décantation des gens de gauche au sein des verts et de la social-démocratie. Des élus de la gauche radicale pourraient enfin collaborer avec d'autres élus de formations similaires en Europe et au-delà et poser les jalons d'un nouvel internationalisme politique.

Le champ politique électoral et institutionnel est donc un terrain de la lutte contre le néolibéralisme, mais c'est un terrain particulier où les risques de perdre de vue les buts et les véritables enjeux du mouvement social sont élevés. C'est pourquoi nous défendons tout autant la nécessité de subordonner cette représentation institutionnelle aux luttes, aux mouvements sociaux, dans le cadre de principes politiques et programmatiques cohérents. Toute représentation institutionnelle doit être au service des luttes et non l'inverse. L'expérience historique de la social-démocratie et celle plus récente des partis écologistes démontre qu'on ne " transforme " par fondamentalement ces institutions de l'intérieur. Sans liens organiques avec les luttes sociales, qui doivent constituer le centre de gravité de l'activité et des préoccupations du nouveau mouvement politique, c'est au contraire ces institutions qui transforment les partis en courroies de transmission des impératifs néolibéraux au sein du mouvement ouvrier.

Une représentation institutionnelle n'a donc de sens que pour avancer dans des conquêtes, dans des réformes clairement en rupture avec le modèle néolibéral dominant afin d'élever la conscience et les luttes à un niveau supérieur et non pour les freiner, ainsi qu'en ayant con-

science que ces réformes resteront toujours partielles, limitées et remises en cause en permanence tant qu'elles se situeront dans le cadre du système actuel.

De plus, il s'agit également, en dehors et en leur sein, de " socialiser " la politique, de remettre en question le fonctionnement et la nature de ces institutions en mettant en avant d'autres formes de démocratie basées sur la participation permanente, active et protagoniste des gens, à travers des espaces auto-organisés de pouvoir, de contrôle et de décision sur toutes les politiques qui les concernent. La politique n'est pas l'affaire de politiciens professionnels, elle est l'affaire de tous/tes et tous/tes sont capables de la faire.

L'initiative lancée par Jef Smeets vise explicitement à une participation aux élections parlementaires de mai de 2007 et la question d'une telle participation sera posée aux participant/es de la Journée du 28 octobre. Ces élections sont effectivement un événement politique important puisqu'il s'agira de faire le bilan et de sanctionner les politiques des Verhofstadt, Reynders, Onkelinx et Cie.



Le POS est favorable à une telle participation électorale mais pas à n'importe quel prix, sans tenir compte d'une série de conditions qui permettraient de garantir à cette participation électorale une certaine crédibilité. S'il est clair qu'une première participation élec-

torale ne pourra pas donner un résultat spectaculaire, - d'autant plus que la loi électorale belge, antidémocratique, fixe la barre très haut afin d'atteindre un élu -, il doit être tout aussi clair qu'un certain seuil de crédibilité doit être atteint afin d'éviter la démoralisation, le discrédit et de donner confiance et une base minimale sur laquelle le maintien et le développement ultérieur de l'alternative pourra être assuré.

### Double écueil

Au sein des deux initiatives UAG et CAP existe une forte volonté de construire une nouvelle force politique présente sur tout le pays, au Nord comme au Sud. Cette attitude est positive car elle est la manifestation de la volonté de s'opposer aux dérives communautaires et à la division du mouvement ouvrier et des luttes sociales menées par le pouvoir afin d'affaiblir les résistances et d'imposer plus facilement la politique néo-libérale.

Mais il y a également des options qui, en proposant la constitution d'une force politique purement " nationale " - dont le discours, le programme et l'organe de direction seraient strictement similaires des deux côtés de la frontière linguistique - relèvent ainsi d'un certain " belgi-



cisme " qui nie les réalités sociales et politiques parfois fort distinctes entre les deux parties du pays, ainsi que le cadre institutionnel réellement existant d'un Etat fédéral. La réalité politique et sociale est devenue très différente entre la Flandre et la Belgique francophone pour qu'il soit encore possible d'établir de manière abstraite et " d'en haut " un seul programme, un seul cahier de revendications et donc un mouvement politique strictement identique au Nord et au Sud du pays.

Si la bourgeoisie utilise la question communautaire pour ses propres intérêts et s'il faut combattre cette instrumentalisation, on ne peut le faire en niant purement et simplement le fait que la Flandre et la Wallonie, composées de deux peuples, constituent de plus en plus deux sociétés distinctes au sein d'un même Etat fédéralisé. La culture et les traditions politiques diffèrent sensiblement. Les problèmes sociaux sont fondamentalement les mêmes, mais ils se manifestent à des degrés et d'une manière différente. Les rapports de forces entre partis traditionnels, n'est pas du tout la même et la composition des gouvernements régionaux est ainsi asymétrique. Un programme et un mouvement alternatif de gauche au Nord du pays ne doit donc pas être le simple décalque d'un programme similaire en Belgique francophone, et vice versa.

Le but est donc d'articuler la nécessité de construire une alternative viable, rassemblant des francophones et des néerlandophones, face aux politiques impulsées par le gouvernement fédérale, tout prenant en compte les contextes socio-politiques et institutionnels distincts. Nous plaidons pour qu'une coordination la plus étroite possible soit établie entre les deux initiatives UAG et CAP, qui constitueraient ainsi un mouvement politique commun tout en préservant leur propre développement autonome. Ici également, la convergence doit constituer le souci principal car il s'agit de partir de deux initiatives qui, si elles visent au même objectif, ont une trajectoire, des rythmes propres et évoluent dans des cadres spécifiques.

En voulant à tout prix élaborer une démarche et des structures uniquement " nationales " qui ne laissent aucune autonomie régionale, les deux initiatives ne feront que s'imposer à elles-mêmes des difficultés insurmontables. Dans la pratique, cela ne mènera systématiquement qu'à de mauvais compromis qui ne satisferont jamais les uns et les autres. L'alternative de gauche doit éviter le double écueil d'un " nationalisme belgiciste unitariste " et celui d'un repli purement " régionaliste ".

### Quel programme ?

Les préoccupations et les luttes des travailleurs et des militant/es syndicaux, les questions sociales auxquelles sont confronté la majorité des gens aujourd'hui, doivent occuper une place centrale dans l'activité et le programme de l'alternative de gauche. La lutte contre l'austérité néolibérale, le despotisme patronal, la baisse du pouvoir

d'achat, la détérioration des conditions de travail, les atteintes aux droits de grève et syndicaux, les licenciements, l'extension du travail précaire, la question du logement, etc. sont autant de questions qui doivent occuper son agenda.

Mais il faut également accorder une importance particulière aux questions posées par bon nombre de mouvements sociaux. Ainsi des questions écologiques et féministes. Les femmes constituent la majorité de la population, elles sont les premières et principales victimes des politiques néolibérales et de la précarité, sans oublier les questions telles que la violence physique et le harcèlement dont elles sont victimes. Il faut entendre également la "crise écologique" comme une question éminemment sociale car les travailleurs/euses et les pauvres en sont les principales victimes et qu'une solution à cette crise ne peut être trouvée qu'en rupture avec les logiques néolibérales et capitalistes.

Les questions des droits et des libertés démocratiques sont également essentielles. Il existe un " déficit " et un " dysfonctionnement " énormes sur ces questions et qui n'ont cessé de croître ces dernières années en matière de démocratie, de citoyenneté, de prestation de services publics, etc. Dans ce cadre, la question de l'égalité des droits, de la lutte contre le racisme et pour la régularisation des sans papiers doivent attirer toute l'attention.

La problématique des sans papiers est d'ailleurs directement reliée à une autre préoccupation majeure à mettre en avant, celle de la lutte contre la mondialisation néolibérale (dont l'Union européenne est un des piliers, au même titre que l'OMC, la Banque mondiale, le FMI ou le G8) ; tout comme la lutte contre les guerres coloniales et impérialistes (Irak, Palestine...) et la solidarité internationaliste avec les luttes de libération et les processus de transformation sociale et populaire dans le monde.

Pour la première fois depuis plusieurs années, il existe en Belgique une opportunité de construire une alternative capable de porter un tel programme. Bien que le succès ne soit jamais totalement garanti, il nous faut néanmoins saisir cette opportunité à pleines mains. C'est là tout le rôle et l'utilité des initiatives Une Autre Gauche en Belgique francophone et du Comité voor een Andere Politiek en Flandre ; entamer un processus, une dynamique visant à convaincre largement de cette nécessité, à dégager et à faire mûrir les conditions qui permettront de la concrétiser à court terme. Nous vous appelons à les soutenir dans cette tâche! ■



**C'est Clair et Net sur**  
**[www.uneautre gauche.be](http://www.uneautre gauche.be)**  
**[www.anderepolitiek.be](http://www.anderepolitiek.be)**



Jusqu'en 1994, Lode Van Outrive a siégé au Parlement Européen pour le SP d'alors. Il est régulièrement entré en conflit avec le sommet du parti. Déjà, il avait trouvé un partisan en la personne de Jef Sleenckx, "cet autre mouton noir", et il travaillait en lien étroit avec Georges Debunne qui dirigeait alors la Confédération Européenne des Syndicats. En 2006, ils sont tous les trois à l'origine du Comité pour une Autre Politique. "Personnellement je suis partisan d'une participation aux élections fédérales de 2007", déclare Lode Van Outrive dans un entretien avec La Gauche. "Ce sont surtout des phénomènes comme le SP aux Pays-Bas et le Linkspartei en Allemagne qui m'ont fait réfléchir". INTERVIEW PAR DAVID DESSERS

# Lode Van Outrive :

## "Nous nous sentions souvent plus socialistes que le Parti Socialiste"

**Lode Van Outrive:** J'ai siégé cinq ans au Parlement Européen au nom du SP. Mais très vite je suis entré en divergence avec le sommet du parti. Entre autres avec Louis Tobback. Je me sentais souvent plus socialiste que le Parti Socialiste. Je ne fais pas partie des *béni-oui-oui*. Au Parlement Européen nous prenions, avec la majorité progressiste dont nous disposions, des points de vue qui n'étaient pas approuvés par le sommet du SP. Et, dans ces moments-là, je constatais que nous étions plus socialistes que le SP flamand. Certainement plus que sa direction. À l'intérieur du parti, je rejoignais souvent un autre mouton noir, Jef Sleenckx. Lui aussi se sentait souvent plus socialiste que le Parti Socialiste. Durant toute cette période au Parlement Européen j'ai toujours collaboré étroitement avec Georges Debunne, qui avait alors de hautes responsabilités à la FGTB et à la Confédération Européenne des Syndicats. Cette collaboration avec les syndicats était très importante pour nous. C'est de là que je connais si bien Jef Sleenckx et Debunne. Lorsqu'ils ont fait appel à moi, d'abord autour de la requête sur la Constitution Européenne et ensuite autour du Comité pour une Autre Politique, j'étais prêt à travailler avec eux. Je trouve qu'en Belgique on fait surtout de la politique libérale et conservatrice. De cette manière, il existe un espace à gauche, que nous devons remplir maintenant. Ce sont surtout des phénomènes comme le SP aux Pays Bas ou le Linkspartei en Allemagne qui m'ont donné à réfléchir. En France aussi on essaye de construire quelque chose à gauche des partis traditionnels. Nous avons également besoin de cela en Belgique. Personnellement je trouve que c'est très important. Il faut mettre un frein aux querelles communautaires. Il faut surtout réfléchir en direction de l'Europe, pas en direction de plus de communautarisation. Nous avons besoin de solutions européennes pour toute une série de problèmes.

### "Le SP.A a adopté le libéralisme"

Ce que j'ai découvert au SP pendant ma période au Parlement Européen, on peut le trouver encore aujourd'hui au SP.A. Ce ne sont que des variantes de la même chose. Aujourd'hui, le SP.A a adopté le libéralisme d'une

façon incroyable. Nous avons demandé une consultation populaire autour de la Constitution Européenne, car nous étions d'avis qu'elle ne pouvait pas passer comme ça et surtout parce qu'elle proclame qu'il n'y a qu'une sorte d'économie possible, l'économie libérale. Quand on voit que les partis socialistes ont soutenu cette constitution, c'est quand même incompréhensible... Cela va à l'encontre de leurs propres principes. C'est avec notre initiative autour de la constitution que tout a commencé. Nous étions soutenus par des syndicalistes, non seulement de la FGTB, mais aussi de la CSC. Puis est venu le pacte des générations. Là aussi les gens étaient confrontés à des socialistes qui collaborent avec les concepts libéraux. On revenait sur des droits acquis. On peut en voir les conséquences aujourd'hui avec les licenciements chez Agfa Gevaert. Il apparaît immédiatement qu'avec le pacte des générations on n'est plus en état de trouver une solution pour tous ces gens. Un certain nombre de droits ont été supprimés par le pacte des générations.

Jusqu'à présent le Comité pour une Autre Politique (CAP) est avant tout un mouvement. Mais nous constatons que notre mouvement a du soutien dans le monde syndical et du travail. C'est la base sur laquelle se construit notre mouvement. Cependant, nous devons aussi être attentifs aux pauvres, aux sans-abri et à toutes les personnes qui sont marginalisées. Les partis traditionnels misent tous sur les votes du centre. De cette façon, ils laissent beaucoup de gens sur le carreau. Les partis traditionnels se tournent vers les classes moyennes. Il faut bien le constater.

### "L'addition des groupes existants ne suffit pas"

Personnellement, je trouve qu'il est nécessaire de participer aux élections fédérales de 2007. Mais nous ne pouvons pas décider à quelques-uns. Lors de notre conférence politique du 28 octobre, nous poserons la question électorale à une réunion large. Comme ça, nous saurons ce que ces gens-là pensent. S'il apparaît qu'un nombre insuffisant de personnes soutient cette idée, alors nous devrons provisoirement rester un mouvement. Nous





avons essayé de rassembler tous les groupes progressistes. Mais nous devons essayer de dépasser cette étape. Nous devons maintenant nous diriger vers la large base des travailleurs, des marginaux, ... C'est bien entendu le but. Une simple addition de quelques groupes de gauche ne suffira pas.

La collaboration avec l'aile francophone d'Une Autre Gauche évolue bien. Cela a pris un peu de temps. Nous avons eu des points de discussion. Mais c'est normal, vu que notre histoire est différente de celle d'UAG. Cela a donc duré un peu avant que nous ne nous retrouvions. Mais j'ai l'impression que maintenant on est sur la bonne voie. Cela annonce la perspective d'une bonne collaboration entre francophones et néerlandophones. Nous devons faire de la politique ensemble. Les problèmes les plus importants -mais pas les seuls- sont de nature socio-économique. D'autre part nous devons aussi discuter de quelques autres questions, comme la situation des sans-papiers. Nous avons besoin d'un point de vue clair et évident là-dessus. Il s'agit surtout, contrairement aux partis du centre, de ne pas se laisser influencer par le Vlaams Belang.

#### **"Vandenbroucke donne une nouvelle vie à la division"**

Actuellement, je suis aussi actif contre les plans de Frank Vandenbroucke sur l'enseignement. D'abord je remets en question la communautarisation de l'enseignement. Dans ce dossier aussi je suis partisan d'une politique globale, qui se dirige vers la réalisation de l'Europe politique. Je pense qu'on sera vite d'accord pour dire qu'il y a trop peu de moyens accordés à l'enseignement en Belgique. De plus, d'autres problèmes se posent. J'entend des gens protester en disant que Vandenbroucke soutient trop peu la diversité dans l'enseignement et qu'il favorise ainsi une forte concentration dans les écoles. Le lien entre l'enseignement et l'emploi est aussi important pour moi. Nous devrions libérer le plus possible de moyens pour que les jeunes trouvent un emploi, pour leur procurer une occupation. Selon moi cela résoudrait beaucoup de problèmes d'emploi. Nous résistons aussi contre le plan de Vandenbroucke qui vise à subsidier les écoles sur base du nombre de diplômés délivrés. Les subsides doivent être accordés selon le nombre d'inscrits. C'est un système beaucoup plus démocratique.

Ce domaine est aussi porteur d'une nouvelle pilierisation. On veut absolument que la Katholieke Universiteit Brussel se rattache à la KU Leuven. Selon moi, on ferait mieux d'opter pour une université bilingue à Bruxelles, qui réunirait Saint Louis, la KUB, la VUB et l'ULB. Ensemble, elles pourraient former l'Université de Bruxelles. C'est un meilleur projet que d'opter à nouveau pour la pilierisation. J'ai donné cours à l'université d'Ottawa au Canada. C'est une université bilingue, parce qu'Ottawa est une capitale bilingue, français et anglais. Bruxelles est aussi une ville bilingue et devrait avoir une université bilingue, avec

beaucoup de place à l'échange de programmes, où les étudiants pourraient choisir des disciplines dans l'autre régime linguistique... Ce serait un système beaucoup plus ouvert et européen. L'enseignement est vraiment un des dossiers sur lesquels nous devons avoir une bonne discussion dans le nouveau mouvement. La question centrale pour le Comité pour une Autre Politique est: en quoi consiste pour nous une autre conception de l'enseignement? Cela concerne plus qu'une augmentation des moyens.

#### **"Revoir tout le système judiciaire"**

Aujourd'hui, sous la pression de l'évasion de 28 détenus de Dendermonde, on entend plaider pour une collaboration public-privé autour des prisons. J'ai moi-même effec-



tué des visites pendant dix ans à la prison centrale de Louvain. Il existe des rapports actuels d'Angleterre qui sont très négatifs sur la privatisation. L'appât du gain de ces firmes privées, qui est leur raison d'existence devient très vite prioritaire par rapport au traitement des détenus. En Angleterre on peut très bien voir comment les contrats qui ont été signés avec le privé pour le bien-être des détenus ont été très bien respectés pendant une première phase mais ont été progressivement mis à mal. Ces firmes veulent souvent réduire leurs coûts pour augmenter leurs



bénéfices. Il y a assez d'exemples de l'étranger. Sur le principe, cela doit rester une tâche de l'État. Ces dernières années, la justice a été un domaine négligé. Ça a un peu bougé mais globalement la réforme de la justice est restée en plan. Tout est bien sûr lié. On ne peut pas agir sur les prisons sans agir aussi sur le droit pénal. Il y a une nécessité d'un examen de fond de tout le système judiciaire. En Belgique, relativement peu de choses ont été examinées. On sait trop peu comment les choses se passent.

**"Les travailleurs votent Vlaams Belang par colère et frustration"**

Il est très possible qu'aux élections du 8 octobre le Vlaams Belang va encore gagner des points. Pourquoi ? Parce qu'à



beaucoup d'endroits il n'existe aucune alternative. On sait quand même que beaucoup de travailleurs et de syndiqués ont voté pour le Vlaams Belang par colère et frustration, par manque d'alternative. Il y a une chance que cela se produise à nouveau sur le plan local. Si nous allons aux élections avec le CAP et UAG, nous créerons peut-être la possibilité pour ces gens de voter pour un autre parti et de revenir à gauche. Mais attendons d'abord le 28 octobre et voyons ce qui vit à ce niveau-là. La volonté d'arracher des électeurs au Vlaams Belang et de les ramener à gauche est pour moi une grande motivation. Nous constatons quand même que les autres partis n'y réussissent pas.

**"Les membres critiques du SP.A sont marginalisés"**

J'espère que le PTB va aussi décider de nous soutenir. Ces gens sont actuellement dans l'expectative. Je trouverais leur participation importante car ils ont aussi une expérience électorale. Ils apporteraient une contribution formi-

dable. Hélas nous ne savons pas encore où nous en sommes avec eux. Pour SP.A-Rood, le mouvement des membres du SP.A qui mènent l'opposition à l'intérieur du parti, je crains qu'ils n'aient aucune chance. J'ai moi-même constaté que les gens qui ont un point de vue critique à l'intérieur du SP.A ne sont pas pris en compte. Ils sont marginalisés. Pour moi il est exclu que SP.A-Rood obtienne des résultats. Je ne vois pas comment. Surtout parce que le sommet est tellement orienté vers le libéralisme et n'accepte aucune critique. De mon temps c'était Tobback qui avait tout à dire, même si c'était Vandembroucke qui était président. Aujourd'hui il y a quelques personnes qui ont de l'importance. Ils sont connus et deviendront à leur tour président du parti. On peut déjà prévoir que Freya Vanden Bossche sera la prochaine présidente. Si les gens m'interrogent sur ce qui ne va pas dans la démocratie en Europe, je leur répond que ça commence avec les grands partis politiques. Ils ne travaillent pas d'une façon démocratique. Quelques personnes ont tout à dire avec les ministres ou les candidats ministres. Ils refusent d'écouter ce qui vit à l'intérieur de leur parti.

Nous avons aussi des contacts avec le Mouvement du 15 Décembre, le mouvement des syndicalistes critiques qui se positionnent pour "une autre politique". Nous voulons certainement débattre avec eux de la nécessité d'une alternative politique. Naturellement nous savons aussi que dans ce mouvement c'est surtout le PTB qui est actif. Nous espérons donc que le Mouvement du 15 Décembre ne va pas rester en dehors du terrain électoral pour laisser la place au PTB. Mais bon. Le débat est en cours. Nous voulons en tout cas poser la question de la participation électorale à une réunion large et voir ce qui en ressort.

**"Nous ne pêchons pas dans les mêmes eaux que Groen !"**

J'ai moi-même beaucoup de sympathie pour Groen ! et j'ai plusieurs fois voté pour eux. Ils me plaisent mieux que les partis traditionnels. Les verts mettent des points à l'ordre du jour que les autres partis ne prennent pas. Mais sur le plan socio-économique je les trouve trop maigres et trop peu réfléchis. Ils donnent naturellement la priorité aux problèmes d'environnement et de leur point de vue c'est compréhensible. Je pense que Groen ! est une force avec laquelle nous pourrions collaborer. Je ne pense pas que nous soyons concurrents, pour la simple raison que nous nous dirigeons vers un tout autre public. Groen ! se dirige vers un public très instruit, un public intellectuel, tandis que notre base ce sont les travailleurs et les personnes marginalisées. Dans ce sens je pense que nous ne pêchons pas dans les mêmes eaux. ■



**Novembre approche, comme le sommet de l'Otan à Riga (Lettonie) au cours duquel les pays membres vont entrer dans une importante phase de négociations quant aux futures missions et à l'élargissement de l'Otan. Les liens avec Israël risquent d'encore se resserrer et nous devons organiser une forte opposition à tout partenariat entre la Belgique (et les six autres pays membres du GAE) et l'Etat sioniste, vu les innombrables violations et crimes de guerre qu'il ne cesse de commettre en toute impunité depuis tant d'années.** PAR DOMINIQUE WAROQUIEZ

# STOP

## aux accords militaires avec Israël!

Non seulement, si Israël était finalement intégré dans l'Otan, tous les alliés seraient d'office "contraints" à intervenir militairement au nom de sa défense et de la reconnaissance "d'intérêts communs". Mais l'Otan s'est aussi donné une nouvelle raison d'être et de dépenser notre argent: la lutte contre l'axe du Mal, versus Maison Blanche. Enfin, vu l'augmentation des opérations militaires conjointes et des test d'interopérabilité avec Israël, les pays européens dont la Belgique échangent de plus en plus de matériel avec le nouveau partenaire. Par exemples, en 2001, les Forces Armées Belges ont choisi pour les F16 le système de restitution EHUD de l'Israelian Aircraft Industries (IAI) et ont acquis trois systèmes d'avions sans pilote de type B-Hunter produits par Israël.

### "Concours de circonstances"

En mai 2006, le groupe Sanctions (regroupant entre autres des membres de l'Association Belgo Palestinienne), alerté par le retrait de la Suède des manœuvres de l'Otan prévues à Décimomannu en Sardaigne, a lancé un appel pour que la Belgique se retire également des manœuvres. Motif : l'armée de l'air israélienne était l'invitée surprise des exercices Spring Flag 06. Le Ministre Flahaut que j'avais contacté par écrit auparavant avait démenti la participation de la Belgique à Springflag, contrairement à ce qu'indiquaient plusieurs sites spécialisés. Interpellé par deux parlementaires (Ecolo et Spirit) en commission de la défense de la Chambre, il a reconnu que cinq militaires belges participaient à l'exercice Volcanex (exercice du GAE<sup>(1)</sup>), intégré dans Spring Flag à la demande de l'Italie. Mais, selon le ministre PS, le fait que les divers exercices

militaires (entre autres des transports de bio-contaminés) avaient lieu au même endroit était simplement dû à un "concours de circonstances"... La Belgique aurait appris la participation d'Israël et de ses F16 à la dernière minute... De nombreux groupes ont rapidement co-signé l'appel au retrait de la Belgique parmi lesquels le POS, l'UPJB, la CNAPD, le Comité de Surveillance Otan, Stop USA,... Mais cela ne suffit pas car, sur le terrain, le partenariat avance et le resserrément des liens continue.



Israël participe depuis sa création en décembre 1994 au "Dialogue Européen" (sic !), un programme de l'Otan, auquel participent également l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Jordanie, l'Egypte et la Mauritanie. Depuis des années, ses pilotes s'entraînent avec les Turcs. En 2001, Israël est devenu le premier pays participant à signer un accord de sécurité avec l'Otan et, en décembre 2004, Israël a participé à la première réunion

du "Dialogue" avec les divers Ministres des Affaires étrangères. En février 2005, Israël a présenté un mémorandum à l'Otan. Suite à celui-ci, et dans la poursuite de l'Initiative de Coopération d'Istanbul (ICI) décidée lors du sommet de l'Otan de juin 2004 en Turquie, J. de Hoop Schelfer s'est rendu à Tel-Aviv le 24 février 2005. C'était la première visite d'un secrétaire de l'Otan à Tel-Aviv et à cette occasion plusieurs hauts responsables israéliens ont appuyé l'entrée d'Israël dans l'Otan comme "base avancée du monde occidental libre au Proche-Orient" (on retrouve l'argument déjà évoqué par Herl à la fin du 19e siècle pour obtenir le soutien des grandes puissances au sionisme !). En mars 2005, un premier exercice naval conjoint entre Israël et l'Otan a eu lieu dans les eaux israéliennes et, en mai 2005, Israël a été admis comme membre de l'Assemblée parlementaire de l'Otan. Du 17 au 30 juin 2005, Israël a pris part à Soro 05 (exercice Otan d'évacuation et sauvetage de sous marins) au large des côtes italiennes de Taranto.

A peine élu, Romano Prodi, sous l'emprise de "l'amicale pression des USA et d'Israël" a rassuré ces deux pays (ils pouvaient encore compter sur le gouvernement italien post-Berlusconi) en plaidant pour une collaboration entre l'Europe, l'Alliance transatlantique mais aussi les Nations Unies et les institutions financières de Bretton Woods... Peu après, début février 2006, a eu lieu à Munich la 42e conférence sur la politique de sécurité où les 300 participants ont évoqué l'élargissement de l'Otan et la crise iranienne (l'Alliance élargie deviendrait une coalition permanente au service du Bien, contre les Etats voyous).

En avril, Israël, avec le Maroc et l'Algérie, a accepté de participer aux "patrouilles anti-terroristes", menées avec l'Alliance en Méditerranée. André Flahaut a reconnu que le général A. Van Daele, le chef de la défense, s'était rendu en Israël pour l'occasion. En mai 2006, Israël participait à Spring Flag 06 en Sardaigne et en juin à l'Opération Mako, des manœuvres de l'Otan en Mer Noire (exercices de combat entre navires lance-missiles).

### Conclusions

Alors qu'Israël a une fois de plus perpétré le terrorisme en toute liberté au Liban, que la situation en Palestine occupée ne cesse de s'aggraver et que la tension

avec l'Iran augmente, la constitution d'un Mouvement de solidarité internationale est primordiale et ses différentes composantes (syndicales, politiques, associatives, citoyennes) doivent absolument s'organiser non seulement pour boycotter le commerce d'armes avec Israël mais aussi pour obtenir le gel des traités militaires et des accords d'association avec l'état sioniste et pour répondre de manière efficace à l'appel BDS au boycott, au désinvestissement et aux sanctions lancé par la société palestinienne dans son ensemble.

Le Ministre de la défense André Flahaut éprouve de la sympathie, nous dit son

porte-parole, soit ! Mais, en attendant, Israël et l'Otan sont promus à l'avant-poste de la défense de la paix mondiale ! Les alliés de George Bush, Jose Maria Aznar et les atlantistes belges du Groupe de Bildeberg, présidé par le vicomte Davignon, ne peuvent que s'en réjouir: l'Otan pourra ainsi pleinement jouer son nouveau rôle "civilisateur" en renforçant l'ordre colonial et impérial ... ■

(1) Le GAE (Groupe Aeronautique Européen) a été créé au milieu des années 1990 sur base d'une initiative franco-britannique et il s'est élargi en 1998. C'est le seul Etat major permanent purement européen. Sous le commandement d'un Belge, il s'est élargi, après la Déclaration de Londres, à sept pays membres dont la Belgique.

**Nahla Chahal est coordinatrice des Campagnes civiles internationales pour la protection du peuple palestinien (CCIPPP). Dans les années 70, elle a été l'une des dirigeantes de l'Organisation d'action communiste du Liban (OACL). De retour du Liban, où elle a passé plus d'un mois pendant l'offensive israélienne, elle raconte et analyse les événements.**

INTERVIEW PAR CHRIS DEN HOND ET NICOLAS QUALANDER (ROUGE, FRANCE)

# NAHLA CHAHAL

## " LA VICTOIRE DU HEZBOLLAH A MARQUE LE DEBUT DU DECLIN D'ISRAEL "



### Quel est l'effet de la guerre sur le peuple libanais ?

On a vécu au Liban un moment extrêmement intense. Moi, j'ai ouvert mes yeux, j'ai eu une conscience politique après la défaite en 1967. J'ai vu devant moi mon père, un

militant communiste libanais, et ma mère, une militante communiste irakienne, s'effondrer en 1967. Mon père a même fait un infarctus à cause de la défaite. Les régimes arabes à l'époque avaient essayé de minimiser en disant que c'était une petite défaite. Mais pour nous, c'était la fin de toute une époque où toute une région était en train de se réaliser. Dans notre conscience de nationalistes arabes ou de communistes, Israël était là pour empêcher que le

monde arabe puisse se réaliser en tant qu'entité, en tant que force régionale ou en tant que société. Ensuite, il y a eu tout un déclin de la région arabe. On disait: "On ne peut pas résister à Israël. C'est impossible". Ça dure depuis 40 ans maintenant. Moi, je considère que j'ai eu la grande chance d'avoir vu une preuve qu'Israël, son hégémonie et sa suprématie, ne sont pas un destin indéniable. Israël est maintenant entré dans une logique de "soit nous, soit eux". Je suis consciente que ce qu'on a vécu n'est qu'une petite lueur, mais elle a prouvé qu'on peut avec la force d'une petite milice, la milice du Hezbollah, une souris, affronter un éléphant. Les dix premiers jours, il y avait une énorme panique. Mais quand les Israéliens n'ont plus pu avancer, les gens ont accepté de payer le prix. Ça, c'est historique.

**L'objectif israélien et américain était de diviser la population libanaise. Pourquoi ça n'a pas**

### réussi ?

La population est déjà divisée. Si quelqu'un vous dit que toute la population libanaise a fait le choix de la résistance, c'est faux. Une grande partie de la population libanaise aime bien la résistance, mais n'est pas prête à payer le prix. Elle a fait un choix, elle a rejoint le camp que j'appellerais néolibéral, dans le sens économique avant tout: s'amuser, se concentrer sur soi. Certains ont même dit que le Hezbollah aurait dû attendre l'hiver pour ne pas rater l'été sur la plage.

Le plan israélo-américain était de faire bouger une partie de la population libanaise contre le Hezbollah. Cela aurait pu arriver si le Hezbollah et les partis qui sont avec lui -le Hezbollah est loin d'être seul dans la résistance- n'avaient pas eu la capacité de résister.

**Quel est ton jugement sur la résistance militaire du**

## Hezbollah ?

Il y a eu quelque chose qu'on n'a pas vu depuis très longtemps dans cette partie du monde. Les combattants du Hezbollah se sont battus avec conviction. On n'avait jamais vu 34 Merkavas (tanks israéliens) détruits en une seule journée. Jamais! Aucune armée arabe n'a pu faire cet exploit. Le Hezbollah est vraiment très bien organisé. Mais ce qui est le plus important, c'est que, très vite, la population, la base sociale du Hezbollah s'est alignée sur leurs combattants. Ils ont pris soin des combattants. Ensuite il y a eu les discours de Hassan Nasrallah. Il est intervenu quatre fois et je crois que ce sont des pièces maîtresses à étudier en science politique. Tout le monde savait que son deuxième fils était dans les combats (son premier fils est mort en combat, nldr). Les fils de tous les chefs du Hezbollah étaient dans les combats, le fils de Cheikh Naim Hassem -le numéro deux de Hezbollah- a été très grièvement blessé, donc la population a compris de quoi il s'agissait.

## Quelles sont les répercussions plus générales sur la région ?

Les Arabes attendaient avec une angoisse qui leur serrait le cœur. Nous avons reçu beaucoup de délégations arabes au Liban. Ils nous ont raconté que les Arabes avaient le cœur serré pendant les quatre premiers jours, parce qu'ils s'attendaient à la défaite. Au-delà du 10e jour, les Arabes n'en ont pas cru leurs yeux. Ça commence à faire tâche d'huile. Vous savez qu'il y a un malaise énorme

en Egypte et dans l'armée égyptienne. Dans l'armée syrienne aussi. Les gens disent: comment ça se fait que le Hezbollah est capable de faire cela ? Et nous ? Qu'est-ce qu'on fait ? Historiquement la bataille du Hezbollah a marqué le début du déclin d'Israël, la fin d'Israël qui terrorise l'ensemble de la région. Même si Israël recommence, il y a dans la mémoire ce phénomène qui s'est produit. Je pense que beaucoup d'Israéliens sont conscients de cela, notamment nos amis israéliens anticolonialistes.

## Est-ce que la gauche peut travailler avec des groupes comme le Hezbollah et le Hamas, que certains qualifient d'islamistes intégristes fascistes ?

Je pars de la position du parti communiste libanais, le PCL. Ce parti communiste libanais est quand même un des partis les plus anciens, les plus sérieux et les plus influents dans la région. Le PCL travaille main dans la main avec le Hezbollah. C'est une alliance critique. Le PCL dit ouvertement au Hezbollah: "Là tu t'es trompé". Après 2000, le PCL a considéré que le Hezbollah avait gaspillé la victoire, parce que dans la politique interne libanaise, le Hezbollah s'est allié à ses ennemis, à ceux qui étaient contre la libération, la bourgeoisie néolibérale.

Je fais des différences dans les mouvements islamistes. Comme chez les communistes et les gens de la gauche, les mouvements islamistes ne sont pas les

mêmes. Il n'y a aucun lien de parenté entre Ben Laden et le Hezbollah, aucun ! C'est comme dans les mouvements de gauche. Quel rapport est-ce que nous avons avec les Khmers rouges ? Pour moi, ce sont des fascistes. Il y a des fascistes chez les islamistes comme chez des gens de gauche, mais il y a aussi des gens libérés, progressistes. Je ne fais pas l'éloge du Hezbollah. Je connais les points faibles. Le Hezbollah n'est pas encore assez conscient qu'il est un mouvement de théologie de la libération. Mais c'est le seul mouvement islamiste qui vient dans les forums sociaux mondiaux et européens. Depuis 2003, il envoie régulièrement des gens pour y participer. Il y a une alliance pratique et politique entre le Hezbollah, le Parti communiste libanais et le Parti du peuple -qui est un parti nationaliste de gauche. Ils se voient régulièrement et ne dissimulent pas les points de divergence. Le PCL par exemple reproche au Hezbollah de n'avoir jamais participé à des manifestations de revendication sociale, alors que sa base est une base composée de pauvres, de paysans, d'ouvriers et de la classe petite-bourgeoise défavorisée au Liban. Le Hezbollah dit parfois: "Vous avez raison, on n'était pas assez conscients de cela". Il faut comprendre le Hezbollah comme un phénomène jeune, qui évolue beaucoup, qui écoute. C'est très important. C'est aussi un mouvement qui est libéré des dogmes hérités. Leur capacité à travailler avec les communistes est pour moi une forte indication de cela. ■



**L'aspiration pour des candidatures unitaires aux prochaines élections présidentielles trouve ses racines profondes dans les faillites de la gauche réformatrice au pouvoir. Elle entre en résonance avec la victoire contre le traité constitutionnel, les derniers mouvements de la jeunesse et le rejet de la droite et de l'extrême droite. Loin d'être un long fleuve tranquille, ce projet, s'il se concrétise et s'il se traduit par des résultats positifs, peut poser en France les formes d'une nouvelle donne politique et sociale. Les révolutionnaires ne peuvent pas ne pas en être.** PAR PATRICK TAMERLAN, MEMBRE DU BUREAU DU SECRETARIAT UNIFIÉ DE LA 4<sup>E</sup> INTERNATIONALE ET MEMBRE DE LA DIRECTION NATIONALE DE LA LCR - PLATE-FORME 3 (MINORITAIRE)

# Candidatures unitaires : la longue marche vers l'alternative

## Une aspiration profonde

Il y a des périodes où tout devient possible. Ces périodes sont rares. Bien chanceuses les générations qui peuvent en vivre plusieurs au cours d'une vie. La dernière fois en France que les forces politiques de la gauche radicale se sont posées à une échelle large et populaire la question de l'alternative au capitalisme, c'était à la fin des années 80. Juste avant la fin de ce 20<sup>e</sup> siècle qui aura vu les charniers des guerres impérialistes, les barbaries fascistes, les décolonisations, l'enterrement de l'espoir révolutionnaire international par la terreur stalinienne mais toujours la

domination incessante et oppressante du capitalisme.

Depuis, cet ancien monde disparaît pour laisser la place à celui de la globalisation, de la guerre sans limite, du néo-impérialisme. La gauche social-démocrate et

post-stalinienne a pourtant accédé au pouvoir à plusieurs reprises et dans de nombreux pays d'Europe. Elle n'aura pas été à la hauteur de la confiance des millions de travailleurs et d'opprimés en accompagnant pitoyablement les politiques néolibérales pendant plus de deux décennies. Ils auront participé et accompagné la construction européenne, la destruction des services publics, la destruction systématique de 200 ans de conquêtes ouvrières, sociales et démocratiques. La défaite

fut sociale, démocratique mais surtout idéologique.

L'alternative ne pourra pas être portée par la gauche sociale-démocrate et post-stalinienne. Leurs programmes et leurs orientations sont compatibles avec la dictature du marché, avec la "gouvernance" capitulant devant les conservateurs et les réactionnaires.

Mais face à ce nouvel ordre se font jour de nouvelles résistances en Europe et en France en particulier: des nouvelles organisations syndicales comme les SUD ou la Confédération Paysanne, de nouveaux mouvements sociaux comme ATTAC ou la Fondation Copernic, de nouvelles thématiques comme l'écologie, l'antiracisme, l'altermondialisme mais aussi de nouveaux espaces pour la gauche radicale.

Il est important d'avoir l'ensemble de ces données structurantes pour comprendre aujourd'hui les attentes et le profond mouvement pour une alternative politique et sociale en France. Ce profond mouvement fut renforcé par le traumatisme du 21 avril 2002 qui a vu l'éviction de la gauche réformatrice du champ électoral au profit de Jean-Marie Le Pen et l'arrivée au pouvoir d'une droite des plus réactionnaires pris en otage par l'extrême droite.

## Le tournant du NON au référendum

Dans ce contexte, entre 2002 et 2005, le monde du travail a perdu, non sans combattre, entre autres sur les retraites et la sécurité sociale. Le référendum sur le traité constitutionnel s'annonçait alors comme une formalité en 2005. La quasi-totalité de la classe politico-médiatique dans une belle unanimité faisait campagne pour un texte libéral, anti-social,

antidémocratique et militariste. Rares étaient ceux qui avaient l'espace pour exprimer une opinion divergente à la pensée unique eurocratique. Modeste au départ, la campagne pour le NON au référendum s'est progressivement structurée. Les rejets de la LCR, le PCF, les Alternatifs, des gauches du parti socialiste, des Verts, des syndicalistes, des animateurs des mouvements sociaux ont déclenché une formidable mobilisation citoyenne. Pendant plusieurs mois, des militants mais surtout de simples citoyens ont participé à une campagne unitaire sans précédent. Plus de 700 comités de base regroupant au plus fort de la campagne près de 200.000 personnes ont patiemment, avec pédagogie et contre vents et marées fait campagne pour le NON jusqu'au 29 mai 05. Le NON contre toute attente fut majoritaire dans l'électorat et dans la gauche. L'onde de choc se propagea dans toute l'Europe jusqu'à bloquer la ratification du traité constitutionnel. Cette victoire ouvrira de nouvelles perspectives de la dynamique militante issue des collectifs.

Naturellement se posera la question de l'alternative à la gauche de la gauche. Un premier appel pour des candidatures unitaires est publié en novembre 2005, ouvrant la voie d'un nouveau processus pour toutes les composantes de la campagne du NON.

## Du NON de gauche à l'alternative à la gauche de la gauche

Loin de s'essouffler, la dynamique des collectifs trouva un second souffle. Il s'agit de donner dès décembre 2005 un contenu programmatique en adoptant "une charte antilibérale des collectifs du 29 mai". Puis un collectif national s'est mis en place qui aboutira à la rédaction de deux textes fondateurs, une sorte de profession de foi intitulée "ambitions-





## Une gauche anticapitaliste et anti-discriminations

PAR OLIVIER BESANCENOT

Nous venons de vivre une année enthousiasmante où, en quelques mois, trois grands événements ont secoué la société française : l'insurrection démocratique du 29 mai 2005, l'insurrection des banlieues en novembre de la même année et, au printemps dernier, la mobilisation contre le CPE, qui a redonné le goût de la victoire. Pourtant, la tâche la plus urgente est de remettre sur les rails de la question sociale une campagne électorale qui a déjà méchamment commencé à dérapier. Comme lors de la précédente campagne présidentielle, la gauche est en train de se laisser imposer l'insécurité comme seul thème politique majeur.

(...) L'insécurité ? Penser que vivre en paix ne doit pas être réservé aux beaux quartiers est parfaitement légitime. (...) Pour les victimes de violence, ce ne sont pas les commissariats qu'il faut multiplier, mais les antennes d'écoute et d'entraide, avec un personnel en nombre et suffisamment formé. Pour s'occuper de la jeunesse des quartiers, il y a aujourd'hui quatre éducateurs pour 100 policiers. Et cela ne marche pas ! La véritable réponse, c'est la vie du quartier, l'action des éducateurs, les projets des associations, la présence des services publics. Au lieu de cela, les politiques libérales ont déglingué les budgets sociaux et fermé les services publics. L'immigration ? (...) Face à l'immigration "choisie et non subie" de Sarkozy, le PS oppose l'immigration "concertée et régulée". S'il faut un dictionnaire pour faire la différence entre la gauche et la droite, on prépare la population à hésiter entre la droite... et l'extrême droite ! Il existe pourtant une alternative : une politique d'égalité des droits avec le droit de vote des immigrés à toutes les élections, le droit d'asile, la régularisation de tous les sans-papiers.

Mais ces mesures d'urgence démocratique ne suffiront pas. Il faut s'attaquer à la racine du mal : la question sociale. Car l'origine de la violence sociale, ce sont bien la misère et le chômage. Seule une gauche anticapitaliste peut lutter de manière conséquente contre les discriminations. L'enjeu est bien de définir une politique de gauche qui, si elle gouvernait, permettrait de réquisitionner les richesses et de les redistribuer, de promouvoir la propriété collective pour s'opposer à l'appropriation privée du fruit du travail de tous, et d'instaurer le contrôle social des habitants sur leur quartier, des usagers sur les services publics, des travailleurs sur leurs entreprises. (...) ■

*stratégie-candidatures*" et une ébauche de programme "*ce que nous voulons*". Ces textes fixent le cadre commun des collectifs locaux et le point d'équilibre entre les différentes forces politiques présentes dans la dynamique unitaire. Le texte "*ambitions-stratégie*" adopté par l'assemblée des collectifs (près de 450) du 10 septembre 06 clarifie les questions centrales: pas de participation à un gouvernement social-libéral, pas d'accord politique pour constituer une majorité parlementaire de soutien à un gouvernement social-libéral, volonté de s'appuyer sur le mouvement social pour faire aboutir les revendications plutôt que de négocier un accord de majorité avec le PS, pas de front de la gauche sur une ligne sociale-libérale, un appel à battre la droite aux seconds tours en votant pour le candidat de gauche le mieux placé mais "*sans conditions, ni négociations d'un accord politique*". Cette assemblée des collectifs s'est également donné une procédure de désignation des candidats. A ce jour, ont fait acte de candidature Marie Georges Buffet du PCF, José Bové, Clémentine Autain de la Fondation Copernic auxquels se sont ajoutés Yves Salesses et Patrick Braouzec du PCF.

Mais loin de se féliciter de ces résultats, la LCR défiante depuis que la perspective de candidatures unitaires devient crédible affirme une orientation de repli autour d'Olivier Besancenot, ce qui n'est pas sans rappeler la ligne suicidaire qui l'avait mené au fiasco politico-électoral avec Lutte Ouvrière aux élections régionales et européennes en 2004.

### Une orientation qui isole la LCR

Artisane incontestable de la victoire du

NON, la LCR a d'abord posé légitimement ces conditions à sa présence dans le processus pour des candidatures unitaires. Mais au lieu d'enregistrer positivement les avancées dans leur globalité malgré les confusions encore existantes de certains, la LCR s'est lancée dans une surenchère d'amendements qui risque de la mener dans une impasse politique: amalgame entre la gauche et la droite, un rabâchage stérile anti-gauche plurielle et sur la supposée volonté du rassemblement unitaire d'associer toute la gauche, y compris la direction du PS, sur une base anti-libérale. Ce positionnement s'explique d'un côté par la profonde défiance vis-à-vis du PCF et de l'autre, par la "défense" des intérêts boutiquiers de la LCR et de son candidat "naturel" Besancenot en complet décalage avec les aspirations unitaires.

Cet aveuglement l'a entraîné dans un positionnement en marge du processus et pire, étale son double langage. Lors de son congrès en janvier 06 et de sa conférence nationale en juin 06, la LCR s'était engagée "pour des candidatures unitaires anti-libérales conséquentes" en décalage avec la réalité de son action dans les collectifs et la proclamation de la candidature d'Olivier Besancenot en dehors du cadre unitaire.

Au final, ces replis risquent de faire échouer la dynamique unitaire et favorise le PCF dans sa volonté d'imposer sa secrétaire nationale Marie Georges Buffet comme candidate d'unité autour du PCF. Il est temps que la LCR se ressaisisse en redonnant la parole à ses militants. ■

**A l'heure d'écrire ces lignes, le premier tour des élections présidentielle au Brésil a vu Lula obtenir 48% des voix contre son principal rival, Alckmin (43%). Le score d'Heloísa Helena, près de 7%, candidate du Front de Gauche (PSOL-PSTU-PCB) crédibilise l'idée d'une nouvelle force à gauche du Parti des travailleurs, qui a abdicqué face au libéralisme.**

PAR JOAO MACHADO, DE SAO PAULO

## BRESIL : Lula fragilisé



Contrairement à ce qu'on attendait, Lula n'a pas été réélu dès le premier tour de l'élection présidentielle, un deuxième tour opposera le président sortant et membre du Parti des travailleurs (PT) au candidat du Parti social-démocrate brésilien (PSDB), Geraldo Alckmin. Les analystes imputent cette situation aux conséquences du dernier scandale de corruption et de sa non-participation au débat opposant les principaux candidats à la présidentielle, sur la principale chaîne de télévision du pays, trois jours avant le scrutin. Lula, d'ailleurs, n'a participé à aucun des débats entre les candidats. Le résultat du deuxième tour est incertain. D'un autre côté, le résultat général des élections a été un peu plus favorable au PT que prévu. Alors que les

élections des gouverneurs d'État se tenaient le même jour, quatre États, dont Bahia - l'un des plus peuplés -, ont placé à leur tête un membre du PT. Quant aux élections de députés, elles aussi le 1er octobre, elles révèlent un simple effritement du PT (83 députés contre 91 en 2002). Plus encore, la plupart des députés du PT accusés de corruption ont gagné leur réélection. Dans la confusion politique dominante, la plupart des candidats (dont ceux du PT et du PSDB) défendent des propositions très semblables, et le poids des "machines politiques" a été plus décisif que d'habitude. L'espace du vote idéologique s'est réduit. C'est donc dans ce contexte qu'il faut évaluer les résultats du Front de gauche et ceux du pilier de cette coalition, le Parti du social-

isme et de la liberté (Psol). Après être arrivée à 12 % des intentions de vote dans des sondages, début août, Heloísa Helena a recueilli 6,6 millions de voix (6,85 %). Dans les dernières semaines, la polarisation entre les deux grandes "machines politiques" - celle de Lula et celle d'Alckmin, qui, en plus de profiter de ressources financières 100 fois plus importantes, ont accaparé les passages à la télé et à la radio - a réduit l'espace politique du Front de gauche.

De toute façon, 6,85 % sont un résultat significatif pour une candidate considérée comme "radicale", qui a conclu le dernier débat entre les candidats en disant que le sens de sa campagne était la réaffirmation du socialisme abandonné par le PT. Quelques candidats aux postes de gouverneur ont également eu un résultat significatif (entre 2 et 5 % des voix). Aux élections des députés, le Psol a été le seul parti du Front de gauche à obtenir des élus : trois députés nationaux et trois députés d'État.

Les résultats du Psol confirment qu'il y a, au Brésil, un espace pour une gauche socialiste, qui n'accepte pas le cours social-libéral du PT. ■

## Lula : "une expression de la dépolitisation"

Entretien avec le sociologue Chico de Oliveira \*

**Brasil de fato :** Selon les cinq derniers sondages portant sur les intentions de vote, Lula devrait être réélu au premier tour. Comment se fait-il qu'il en soit ainsi?

**Chico de Oliveira :** Au Brésil, un gouvernement perd difficilement. Certes, il n'y a pas trop d'exemples, parce que l'expérience démocratique n'est pas très longue et est fragile. Être au gouvernement implique avoir parcouru déjà 50% du chemin [de la réélection]. Nous avons une tradition politique très personnalisée et présidentialisée. De plus, Lula n'a pas perdu des positions au sein de la popula-

tion la plus pauvre, malgré tous les scandales. Sa consolidation dans le Nordeste [région composée des États suivants : Alagoas, Bahia, Seara, Maranhao, Paraiba, Pernambuco, Piaui, Rio Grande do Norte et Sergipe] est absolue.

**BF :** Pour quelles raisons obtient-il autant de voix dans le Nordeste ?

**Ch. de O :** Il y a une composante régionale qui existe au Brésil. Elle est souterraine mais de plus en plus forte. Quand on sait toucher ce nerf, il se manifeste et réagit ; même si en l'occurrence, Lula est du





Nordeste que de naissance. Il n'a pas l'expérience de ce que signifie être aujourd'hui nordestin. Geraldo Alckmin [candidat présidentiel du PSDB, le parti de l'ancien président F. H. Cardoso], a une image de "paulista" [de Sao Paulo], ce qui n'est pas une image favorable ; elle est difficile à faire passer. De plus, le candidat du PSDB est très mauvais, il est faible. Il n'a rien à offrir au Brésil. Derrière lui, ce n'est pas l'ombre de Mario Covas<sup>(1)</sup>, auquel il a toujours cherché à s'identifier, mais c'est l'ombre de Fernando Henrique Cardoso, ce qui lui enlève des voix de la classe moyenne.

**BF : N'est-ce pas un vote programmatique ?**

**Ch. de O. :** Lula n'a pas de programme. Il veut seulement la continuité. Il va le faire en tirant sur la corde de la Bourse-famille [programme d'assistance aux secteurs les plus paupérisés]. Il n'a pas de programme, parce qu'il n'a rien de nouveau à annoncer. S'il annonce ce qu'il est en train de préparer, il va perdre des voix, avant tout au sein de la classe moyenne politisée. Car ce qui va arriver n'est autre qu'une nouvelle réforme de la sécurité sociale, l'autonomie renforcée de la Banque Centrale ; ce sont des orientations politiques qui ne sont pas bien vues de son électorat. Il le sait. Comme Alckmin n'a rien à offrir, Lula n'a pas besoin de faire de grands efforts pour profiler fortement sa politique.

**BF : Un candidat sans programme va gagner les élections. Qu'est-ce que cela représente pour la démocratie brésilienne ?**

**Ch. de O. :** L'impact est extrêmement négatif, il est d'ordre conservateur. Lula s'est éloigné de fait du PT [Parti des travailleurs], qui doit courir derrière et faire face aux préjugés. La démocratie apparaît comme quelque chose de banal qui ne veut rien dire pour les gens, c'est comme aux Etats-Unis où le citoyen-électeur ne s'intéresse pas [à la politique], ne voit pas les différences, n'en mesure pas les répercussions dans sa vie quotidienne.

**BF : C'est un processus de dépolitisation.**

**Ch. de O. :** Oui, totalement. Les images, les métaphores et les appels que Lula lance et utilise, au même titre que Alckmin, sont apolitiques. Elles le sont jusqu'à être antipolitiques. C'est comme si la politique était quelque chose de sale, avec laquelle il faut justement prendre ses distances.

## Position du PSOL sur le second tour (extraits)

Nous tenons à remercier les électeurs qui ont soutenu notre candidate présidentielle, Heloisa Helena. Nos 6.575.393 voix viennent de personnes qui ne sont pas tombé dans le piège de la fausse polarisation présentée par les médias, ni dans le piège du vote utile. Ce sont des votes de rejet vis à vis des partis qui défendent le modèle néolibéral, avec sa corruption généralisée. Des votes qui marquent la possibilité de construire une alternative de gauche et cohérente pour le Brésil. (...)

Pour le second tour des élections, l'Exécutif National du PSOL a décidé, après délibération, de ne pas donner de consigne de vote, ni en faveur de Lula, ni en faveur d'Alckmin. La responsabilité du vote est énorme. Cependant, le PSOL comprend que les deux candidatures qui s'affrontent au second tour défendent toutes deux des politiques économiques néolibérales et des réformes qui vont continuer à saper les droits des travailleurs, des secteurs publics et des retraités brésiliens (...). ■

Exécutif National du PSOL  
Brasilia, 03/10/2006

**BF : Comment cela se reflète-il dans la stratégie du PT ?**

**Ch. de O. :** Le PT va être ébranlé, parce que les élections proportionnelles sont autre chose [Chico de Oliveira fait allusion ici aux élections au Sénat et à la Chambre des députés qui se déroulent conjointement à l'élection présidentielle]. Les images des scandales auxquels le parti est mêlé ont ici leur importance. Le



Heloisa Helena

PT ne va pas pouvoir constituer une fraction de 90 députés, comme cela fut le cas lors des élections précédentes.

**BF : La figure de Lula est-elle comparable à celle de Getulio Vargas<sup>(2)</sup> ?**

**Ch. de O. :** Vargas a désarticulé les oligarchies régionales, comme à Sao Paulo, à Bahia et dans l'Etat du Para. Lula n'a aucun projet. Vargas a unifié l'Etat national, en abattant les murs séparant les Etats. L'alliance de Lula avec les oligarchies n'a pas pour fonction de gagner les élections, c'est pour gouverner. Les secteurs arriérés ne gagnent pas des élections majoritaires.

**BF : Où en sont les mouvements sociaux ?**

**Ch. de O. :** Très faibles. A part le Mouvement des travailleurs sans terre (MST), en tant qu'expression à l'échelle nationale les mouvements sociaux ont pratiquement disparu. Lula a séquestré les mouvements sociaux. Il leur a enlevé l'initiative politique. C'est un des principaux dommages infligés par la politique de Lula. ■

**Notes :**

(1) Mario Covas, fut dès 1979 un des dirigeant du parti d'opposition bourgeois sous la dictature : le Mouvement démocratique brésilien (MDB). Antérieurement, il avait été déchu de ses droits politiques durant un certain temps sous la dictature militaire. Il sera ensuite un des leaders du PMDB et participera à l'élaboration de la Constitution de 1988. Covas créa le PSDB et fut son premier président. Il se présenta aux élections présidentielles directes de 1989, les premières depuis 1960. Par la suite, il fut gouverneur de l'Etat de Sao Paulo en 1994, et réélu en 1998 ; il décéda d'un cancer en mars 2001.

(2) Getulio Vargas marquera la politique brésilienne du milieu des années 1930 à 1945. En 1937, par plébiscite, il sera nommé président et créera "l'Etat nouveau".

\* Chico de Oliveira est un des sociologues les plus connu du Brésil. Il enseigne à l'Université de Sao Paulo. Il a figuré parmi les créateurs du PT. Il en est sorti en 2003. Il est actuellement adhérent au P-SOL (Parti du socialisme et de la liberté), dont la candidate à la présidentielle est Heloisa Helena. L'hebdomadaire *Brasil do fato a le soutien du MST (mouvement des paysans sans terre)*.

Traduction : [www.alencontre.org](http://www.alencontre.org)

## XVe Congrès national du POS : Quelques nouveautés

Après un premier volet, en avril dernier, consacré aux résolutions politiques (sur l'écologie, le syndicalisme, la recomposition à gauche, voir La Gauche n°24, juin 2006), cette seconde étape du congrès était placée sous le signe de la nouveauté et du renouvellement. Trois questions importantes étaient à l'ordre du jour : un

termes) ainsi qu'une restructuration des instances étaient donc nécessaires afin de le rendre plus adapté et cohérent. La modification la plus significative introduite par les nouveaux statuts adoptés concerne les structures dirigeantes de l'organisation puisque le schéma - clas-

sique parmi les organisations révolutionnaires - d'un Comité Central élu par le Congrès national et au sein duquel un Bureau politique est à son tour élu, a été abandonné au profit d'une seule instance ; la Direction nationale. A côté de cette dernière, les nouveaux statuts inscrivent l'obligation de tenir deux fois par an une Conférence nationale des membres ainsi qu'un rythme de congrès tous les deux ans. La question du changement de nom du POS occupe les esprits des militant/es depuis de nombreuses années. Tout comme les statuts, ce nom avait été adopté en 1984 en fonction d'une stratégie de construction axée sur le travail ouvrier (le dit " tournant ouvrier "), stratégie qui n'a plus cours aujourd'hui. Même si l'intervention en direction du mouvement ouvrier reste central, le POS a, entre-temps, diversifiés ses terrains de lutte et s'est positionné, depuis plus de 10 ans, en faveur d'une recomposition à gauche. La terminologie Parti Ouvrier Socialiste prête également à confusion. Pour les marxistes, le terme " ouvrier " recouvre tout le salariat et non les seuls ouvriers d'industrie, mais cela n'est certainement pas compris dans ce sens par de larges couches. Quant au terme " socialiste " employé seul, il ne permet pas de souligner la dis-

inction fondamentale avec la social-démocratie. Bref, après de longs débats, une majorité des deux tiers du Congrès a opté pour changer le nom de l'organisation. Par contre, aucune majorité des deux tiers (nécessaire selon nos statuts) n'a pu se dégager encore sur une proposition alternative. Le Congrès a donc décidé de poursuivre la discussion sur le nouveau nom à adopter et de décider sur ce dernier après une période de 3 à 4 mois. La composition et l'élection d'une nouvelle direction constituaient également un défi majeur. Il s'agissait de doter l'organisation d'une équipe dirigeante renouvelée et rajeunie, composée par des camarades qui, depuis notre dernier congrès de décembre 2002, ont joué un rôle moteur dans la relance et la construction du POS. Sur, ces deux points, l'objectif est largement atteint, notamment au regard du fait que les deux tiers des 15 membres effectifs de la nouvelle Direction nationale ont moins de 35 ans. Par contre, là où le bat blesse toujours, c'est la féminisation des instances, qui reste beaucoup trop faible et qui est elle-même le reflet du faible nombre de camarades femmes dans l'organisation. La commission femmes du POS, récemment réinstallée, a pris ce défi à bras le corps, notamment en proposant une solution originale puisque les animatrices de cette commission se sont présentées et ont été élues, en bloc, comme candidates pour la Direction Nationale.

Le XVe congrès national du POS a donc, globalement, atteint ses principaux objectifs et a permis de doter l'organisation des instruments politiques et fonctionnels nécessaires à son développement. Le sentiment de satisfaction est légitime et un nouveau souffle est clairement perceptible, souffle qu'il s'agit aujourd'hui de concrétiser au cours des deux années à venir. ■



projet de nouveaux statuts ; une discussion sur le changement du nom de l'organisation et enfin l'élection d'une nouvelle direction.

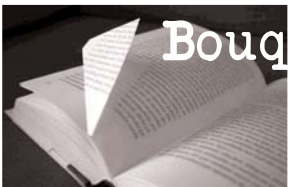
Les anciens statuts du POS avaient été adoptés en 1984 et n'avaient plus connu, depuis lors, de modifications. Or, ces 20 dernières années ont vu une évolution significative à la fois du contexte politique national et international et de la réalité même de notre organisation, de ses objectifs, de ses terrains d'intervention et de son mode de fonctionnement réel. Un travail de " toilette " des statuts (notamment de féminisation des

er (le dit " tournant ouvrier "), stratégie qui n'a plus cours aujourd'hui. Même si l'intervention en direction du mouvement ouvrier reste central, le POS a, entre-temps, diversifiés ses terrains de lutte et s'est positionné, depuis plus de 10 ans, en faveur d'une recomposition à gauche. La terminologie Parti Ouvrier Socialiste prête également à confusion. Pour les marxistes, le terme " ouvrier " recouvre tout le salariat et non les seuls ouvriers d'industrie, mais cela n'est certainement pas compris dans ce sens par de larges couches. Quant au terme " socialiste " employé seul, il ne permet pas de souligner la dis-



### Un autre regard sur... le XVe Congrès du POS.

Les caricatures - très réalistes! - réalisées ci-contre et sur la page précédente sont l'oeuvre de notre camarade Lucas, de la section gantoise.



## Bouquinages

**Ikea, un modèle à démonter. Le livre.**  
15,00 euros. Par Olivier Bailly, Denis Lambert, Jean-Marc Caudron.

"En Inde, une travailleuse d'Ikea gagne 1,60 euros par jour. Ce n'est pas illégal. La loi est respectée. Ce n'est pas scandaleux. Il n'y a pas de travail d'enfants. C'est juste indécent. Parce que cela ne permet pas de vivre dignement", a déclaré Denis Lambert, secrétaire général d'Oxfam-Magasins du monde, en présentant publiquement la campagne "Ikea, un modèle à démonter" le 21 septembre dernier.

IKEA est socialement responsable, IKEA est impliqué dans la préservation de l'environnement. IKEA est une grande famille. IKEA est au service du plus grand nombre. IKEA veut améliorer notre vie. IKEA nous aime. Redoutable communicatrice, la multinationale du prêt-à-habiter véhicule à dose homéopathique des messages de société éthique, à dimension humaine.

Mais dans ce refrain bien rodé, il y a eu quelques sérieuses griffes ces dernières années. IKEA a



exploité des enfants dans les pays du Sud. IKEA a développé des produits polluants, IKEA pousse à la surconsommation. IKEA uniformise notre vie. Pour contrer les critiques sociales et environnementales, IKEA a mis sur pied en 2000 un code de conduite pour ses fournisseurs. Depuis, tout va bien dans le meilleur des mondes en jaune et bleu ? A voir... ■

Plus d'infos sur la campagne "Ikea, un modèle à démonter" : Rue provinciale, 285 - 1301 Wavre.  
Tél. : 010/43.79.50 - Fax : 010/43.79.69.

C'est Clair et Net sur : [www.madeindignity.be](http://www.madeindignity.be)

# Samedi 18 novembre

## - Bruxelles **Colloque**

De 13h à 21h, la Formation Léon Lesoil organise son deuxième grand colloque en hommage à Ernest Mandel. Le thème du colloque de cette année est :

" Le rôle des médias dans la lutte pour une autre société. "



# la gauche fête ses 50 ans

1956-2006

## Programme:

**13h00 : Introduction** par Céline Caudron, rédactrice à *La Gauche*

### **13h30 : La Gauche dans la lutte ouvrière en Belgique**

C'est en 1956 qu'Ernest Mandel démarre avec une équipe déterminée un nouvel hebdomadaire: "*La Gauche*, organe de combat socialiste". Le premier titre, "OUI, il faut prélever 5 milliards sur les bénéfiques capitalistes", reste d'une actualité brûlante et aujourd'hui, 50 ans plus tard, *La Gauche* existe toujours. Avec :

**Georges Dobbeleer**, rédacteur à *La Gauche* et auteur de "Sur les traces de la révolution". **Ida Dequeecker**, ancienne rédactrice de *Rood*. **Vincent Scheltiens**, ancien rédacteur en chef de *Rood*. **France Arets**, active dans le soutien aux sans papiers. Animateur: **Ataifo Riera**, rédacteur à *La Gauche*

### **16h30 : Le rôle politique des médias dans les luttes actuelles**

La lutte de classes n'a pas disparu ces 50 dernières années, mais les formes de lutte ont évolué. Le paysage médiatique a lui aussi fortement évolué avec, surtout lors de cette dernière décennie, l'influence des nouvelles technologies sur la production de l'information : le vidéo-journalisme, les publications électroniques, les chaînes par satellite comme Al Jazeera, ou encore les télévisions accessibles sur internet comme TeleSur. Peut-on les considérer comme de nouveaux outils pour les luttes d'aujourd'hui ? Avec :

**Freddy De Pauw** (*Uitpers*, webmagazine de politique internationale, auteur de "Handelaars in nieuws"). **Henri Maler**, maître de conférences à l'université de Paris VIII et animateur d'ACRIMED (action-critique-médias). **Nadine Rosa-Rosso**, collaboratrice de "Contradictions". **Geoffrey Geuens**, chercheur à l'ULG et auteur de "L'information sous contrôle. Médias et pouvoirs économiques en Belgique." **Paul Delmotte**, professeur de Politique internationale à l'IHECS (Institut des Hautes Etudes des Communications Sociales), spécialisé dans les problèmes du Monde arabe. Animatrice: **Anke Hintjens**

### **18h00 : Repas**

### **18h30 : Projection vidéo de 20 min., "Journalistes en dangers"**

#### **suivie par un débat sur : La presse, une arme dangereuse dans la lutte anticoloniale**

Dangereuse pour les journalistes parce qu'ils se font harceler, blesser ou tuer par les forces coloniales, mais dangereuse aussi pour la propagande dominante parce que les images et les reportages de la presse anticoloniale contredisent en permanence la version dominante. Avec: **Ibrahim Al-Husari**, journaliste et réalisateur palestinien, Ramallah, Palestine. **Michel Warschawski**, militant anticolonial et directeur AIC, *Alternative Information Center*, Jérusalem. **Dogan Özguden**, directeur de la revue *Info-Türk*, Bruxelles. **Giuliana Sgrena**, journaliste à *Il Manifesto*, Italy (sous réserve). **Hadeel Wahdan**, journaliste à *Al Arabiya*, Ramallah, Palestine. Animatrice: **Mireille Court**, journaliste à *Rouge*, LCR-France.

## sommaire

<b>ALTERNATIVES</b>	
■ Journée de solidarité avec le Venezuela	2
<b>EDITO</b>	
■ Elections communales	3
<b>ECO-LOGIQUE</b>	
■ Le sud face aux changements...	4
<b>CULTURE</b>	
■ Cinéma : La raison du plus faible	5
<b>REB'ELLES</b>	
■ Parité sur les listes électorales...	6
<b>MEMOIRE</b>	
■ Crise Blanche, 10 ans après	8
<b>DOSSIER : UNE AUTRE GAUCHE</b>	11
■ Pour une alternative de gauche!	
■ Interview Lode Van Outrive	
<b>INTERNATIONAL/MOYEN ORIENT</b>	
■ Pas d'armes pour Israël	19
■ Interview Nahla Chahal	20
<b>INTERNATIONAL/FRANCE</b>	
■ Candidature unitaire en vue?	22
<b>INTERNATIONAL/BRESIL</b>	
■ Lula fragilisé	24
■ Interview Chico de Oliveira	24
<b>VIE DU POS</b>	
■ IXe Congrès: quelques nouveautés	26
<b>ARRÊT SUR IMAGE</b>	27
<b>BOUQUINAGES</b>	27

### Salle Dom Helder Camara

Rue Pléтинckx 19, 1000 Bruxelles  
(Métro La Bourse).

#### En permanence :

Exposition, vidéos, traduction simultanée prévue en deux langues.

**P.A.F. : 5 euros**

**Pour plus d'informations et pour s'inscrire, contactez :**

cdenhond@yahoo.fr  
**+32 476/56.07.40**

# www.sap-pos.org

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE. la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de la gauche, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT. Le débat au centre... de la gauche.** Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, **la gauche** est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. **la gauche** est éditée par le Parti Ouvrier Socialiste et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de ce dernier.

■ **... et des SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, **la gauche** s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.